



Agriculture et
Agroalimentaire Canada

Agriculture and
Agri-Food Canada



Revenu agricole, situation financière et aide gouvernementale

Recueil de données

Décembre 2008

Canada

**Revenu agricole,
situation financière
et
aide gouvernementale**

Recueil de données

Direction de la recherche et de l'analyse
Direction générale des politiques stratégiques

Décembre 2008

Revenu agricole, situation financière et aide gouvernementale

Recueil de données

Décembre 2008

Direction de la recherche et de l'analyse
Direction générale des politiques stratégiques

Tout point de vue exprimé, qu'il soit énoncé clairement, sous-entendu ou interprété à partir du contenu de la présente publication, ne reflète pas nécessairement la politique d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Publication n° 10568B
Catalogue n° A21-44/2008F-PDF
ISBN n° 978-1-100-90431-3
ISSN n° 1482-9770

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
 SECTION A	
Revenu agricole	3
Méthodologie sur le revenu agricole	13
 SECTION B	
Situation financière des exploitations agricoles	15
Méthodologie sur la situation financière des exploitations agricoles	28
 SECTION C	
Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire	31
Méthodologie des dépenses publiques	48
 SECTION D	
Estimations du soutien à l'agriculture	53
Méthodologie des indicateurs de soutien de l'OCDE	63

LISTE DES TABLEAUX

SECTION A : Revenu agricole

Tableau A.1 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces, 1999-2007	5
Tableau A.2 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs, Canada et provinces, 2002-2007	8
Tableau A.3 : Revenus d'exploitation, dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, moyenne par ferme, Canada et provinces, 2004-2006	10
Tableau A.4 : Revenus d'exploitation, dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada, 2004-2006	11
Tableau A.5 : Revenu agricole familial moyen selon la source et la tranche de revenu, fermes non constituées en société, Canada, 2005	12

SECTION B : Situation financière des exploitations agricoles

Tableau B.1 : Dette agricole, Canada et provinces, 1998-2007	17
Tableau B.2 : Nombre de faillites agricoles par province, 1993-2007	18
Tableau B.3 : Portefeuille de prêts de Financement agricole Canada (FAC), 2001-2002 à 2006-2007	19
Tableau B.4 : Nouveaux prêts enregistrés selon la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative (LPAACFC), 1999-2000 à 2006-2007	20
Tableau B.5 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 2003, 2004 et 2005	21
Tableau B.6 : Comparaison entre le Manitoba et Minnesota/Dakota du Nord du prix moyen des engrais et des carburants sélectionnés, 2007 et 2008	26
Tableau B.7 : Comparaison entre l'Ontario et Michigan/Ohio/Indiana du prix moyen des engrais et des carburants sélectionnés, 2007 et 2008	26
Tableau B.8 : Intrants agricoles, Canada, 2003-2007	27

SECTION C : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire

Tableau C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2001-2002 à 2008-2009	33
Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2005-2006 à 2008-2009	35
Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2005-2006 à 2008-2009	41
Tableau C.4 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage des PIB agricole et agroalimentaire, Canada et provinces, 2005-2006 à 2008-2009	45
Tableau C.5 : PIB total et dépenses publiques totales, Canada et provinces, 2005-2006 à 2008-2009	47

SECTION D : Estimations du soutien à l'agriculture

Tableau D.1 : Estimation du soutien à l'agriculture, Canada, 2005-2007	55
Tableau D.2 : Estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2005-2007	56
Tableau D.3 : Composition de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2005-2007	57
Tableau D.4 : Transferts au titre d'un seul produit (TSP en pourcentage) pour certains pays de l'OCDE, 2005 à 2007	59
Tableau D.5 : Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) pour certains pays de l'OCDE, 2005-2007	59
Tableau D.6 : Composition de l'estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) pour certains pays de l'OCDE, 2005-2007	60
Tableau D.7 : Estimation du soutien aux consommateurs (ESC) pour certains pays de l'OCDE, 2005-2007	62
Tableau D.8 : Estimation du soutien total (EST) à l'agriculture pour certains pays de l'OCDE, 2005-2007	62

LISTE DES FIGURES

SECTION A : Revenu agricole

Graphique A.1(a) : Revenu net comptant (dollars courants), Canada, 1997-2007	7
Graphique A.1(b) : Revenu net comptant (en dollars de 2002), Canada, 1997-2007	7

SECTION B : Situation financière des exploitations agricoles

Graphique B.1 : Pourcentage de la dette agricole par type de prêteurs, Canada, au 31 décembre, 2003-2007	17
Graphique B.2 : Répartition des faillites agricoles par province, 2007	18
Graphique B.3 : Répartition provinciale du montant du portefeuille de prêts de FAC, par province, au 31 mars 2007	19
Graphique B.4 : Répartition provinciale du montant des nouveaux prêts enregistrés selon la LPAACFC, année fiscale 2006	20
Graphique B.5 : Taux hypothécaire du FAC et taux d'intérêt préférentiel, 1999-2008	25

SECTION C : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire

Graphique C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2001-2002 à 2008-2009	33
Graphique C.2 : Dépenses publiques fédérales et provinciales par catégorie principale	34
Graphique C.3 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage des PIB agricole et agroalimentaire.	46

ABRÉVIATIONS

CCB	Commission canadienne du blé	LPAACFC	Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative
CNS	Coefficient nominal de soutien		
CSRN	Compte de stabilisation du revenu net	LPCA	Loi sur les programmes de commercialisation agricole
ESC	Estimation du soutien aux consommateurs	PCSRA	Programme canadien de stabilisation du revenu agricole
ESP	Estimation du soutien aux producteurs	PDF	Programme de données fiscales
EST	Estimation du soutien total	PIB	Produit intérieur brut
ESSG	Estimation du soutien aux services d'intérêt général	SEE	Société pour l'expansion des exportations
FAC	Financement agricole Canada		

SIGNES CONVENTIONNELS

n.c.	non calculé
..	nombres indisponibles
...	nombres n'ayant pas lieu de figurer
x	confidentiel

INTRODUCTION

Ce recueil de données se divise en quatre sections : La section A renferme de l'information relative au revenu agricole, la section B traite de la situation financière des exploitations agricoles, la section C renferme des données sur les dépenses publiques pour le secteur agroalimentaire, et la section D renferme de l'information sur les estimations du soutien à l'agriculture. Des notes sur la méthodologie empruntée sont fournies à la fin de chaque section. La présente édition renferme les données les plus récentes concernant les principaux indicateurs économiques et financiers.

PERSONNES-RESSOURCES

SECTION A : Revenu agricole

Revenu agricole au niveau agrégé

Robert Koroluk

Tél. : 613-759-1889

Internet : korolur@agr.gc.ca

Revenu agricole familial et revenu agricole au niveau de la ferme

Lorraine Hope

Tél. : 613-715-5532

Internet : hopel@agr.gc.ca

SECTION B : Situation financière

La dette agricole, les faillites agricoles, les prêts de Financement agricole Canada (FAC) et la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative (LPAACFC)

Joe King

Tél. : 613-759-7277

Internet : kingjoe@agr.gc.ca

L'actif, le passif, l'avoir net et les nouveaux investissements

John Caldwell

Tél. : 613-759-1923

Internet : caldwej@agr.gc.ca

Le taux hypothécaire du FAC et le taux d'intérêt préférentiel, les prix des engrais et des carburants, et les dépenses

Xianqiang Zhang

Tél. : 613-759-7367

Internet : zhangx@agr.gc.ca

SECTION C : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire

Luc Tanguay

Tél. : 613-759-7114

Internet : tangual@agr.gc.ca

SECTION D : Estimations du soutien à l'agriculture

Luc Tanguay

Tél. : 613-759-7114

Internet : tangual@agr.gc.ca



SECTION A

Revenu agricole

Tableau A.1 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces, 1999-2007

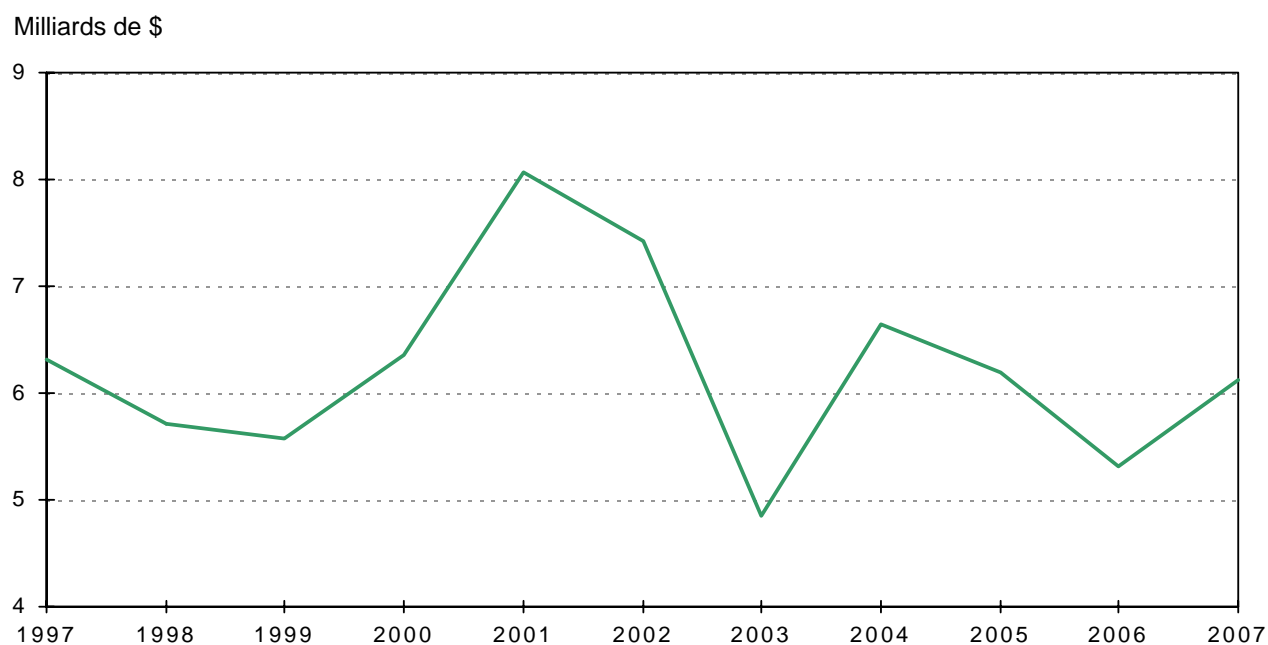
	T.-N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
	- millions de \$ -										
Recettes des cultures											
1999	14	224	138	186	1 263	3 158	1 401	3 665	2 331	837	13 218
2000	15	186	139	168	1 257	3 356	1 313	3 375	2 344	910	13 062
2001	16	151	121	192	1 273	3 251	1 519	3 784	2 290	994	13 591
2002	22	220	131	219	1 414	3 618	1 913	3 747	2 137	1 034	14 455
2003	17	219	151	197	1 428	3 735	1 700	2 839	1 971	1 142	13 401
2004	17	186	137	178	1 458	3 607	1 805	3 268	2 606	1 202	14 464
2005	15	196	131	187	1 441	3 632	1 284	3 107	2 372	1 099	13 464
2006	16	233	130	217	1 498	3 879	1 288	3 647	2 584	1 068	14 562
2007	17	214	122	196	1 591	4 200	2 188	5 104	3 410	1 124	18 168
Recettes du bétail											
1999	61	107	240	186	3 184	3 695	1 291	1 400	3 971	1 028	15 163
2000	59	120	263	196	3 624	4 094	1 551	1 571	4 511	1 100	17 090
2001	63	126	281	215	3 857	4 526	1 800	1 687	5 240	1 171	18 964
2002	62	119	262	197	3 645	4 263	1 716	1 710	5 087	1 130	18 191
2003	64	113	259	200	3 644	4 127	1 598	1 374	3 709	1 082	16 171
2004	70	123	290	204	4 009	4 350	1 642	1 483	3 960	1 014	17 144
2005	75	125	301	206	3 995	4 470	1 805	1 791	4 343	1 186	18 297
2006	79	122	304	201	3 850	4 354	1 769	1 729	4 271	1 138	17 815
2007	87	127	311	216	4 025	4 501	1 713	1 632	4 413	1 174	18 200
Recettes totales du marché											
1999	74	331	379	372	4 447	6 853	2 692	5 065	6 303	1 865	28 381
2000	74	306	402	363	4 881	7 450	2 863	4 946	6 855	2 010	30 152
2001	78	278	402	406	5 130	7 777	3 319	5 471	7 530	2 165	32 555
2002	84	340	393	416	5 059	7 880	3 629	5 457	7 223	2 164	32 646
2003	82	332	409	398	5 072	7 863	3 298	4 213	5 681	2 224	29 572
2004	87	309	427	382	5 468	7 957	3 446	4 751	6 566	2 216	31 608
2005	90	321	432	393	5 435	8 102	3 089	4 898	6 715	2 285	31 760
2006	95	354	433	419	5 348	8 233	3 057	5 376	6 855	2 206	32 376
2007	104	341	433	412	5 617	8 702	3 900	6 736	7 823	2 299	36 367
Paiements des programmes											
1999	0	19	15	6	653	333	216	476	218	41	1 976
2000	0	17	12	6	541	422	287	777	708	39	2 809
2001	1	59	18	6	624	777	382	1 020	819	60	3 766
2002	1	24	11	8	468	623	219	1 004	1 039	31	3 429
2003	1	23	16	12	875	585	308	1 600	1 368	59	4 848
2004	1	40	25	36	835	674	430	1 190	1 443	188	4 862
2005	1	46	27	40	749	800	699	1 323	1 117	120	4 923
2006	1	21	15	34	858	662	626	1 267	945	105	4 534
2007	1	23	16	31	1 134	594	413	871	907	101	4 090
Recettes monétaires totales											
1999	75	350	393	378	5 100	7 186	2 908	5 540	6 521	1 906	30 357
2000	75	323	414	369	5 422	7 872	3 151	5 723	7 563	2 048	32 961
2001	79	336	420	413	5 754	8 554	3 701	6 491	8 349	2 224	36 321
2002	85	364	405	424	5 527	8 504	3 848	6 461	8 262	2 195	36 075
2003	83	355	426	410	5 947	8 448	3 606	5 813	7 049	2 283	34 420
2004	88	349	452	418	6 302	8 631	3 876	5 941	8 009	2 403	36 471
2005	91	367	459	433	6 185	8 903	3 788	6 221	7 832	2 405	36 684
2006	95	376	448	452	6 206	8 896	3 683	6 644	7 800	2 311	36 910
2007	105	364	449	444	6 751	9 296	4 313	7 606	8 730	2 399	40 458

Source : Statistique Canada, nos. 21-010-XIF et 21-011-XIF au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*, mai 2008.

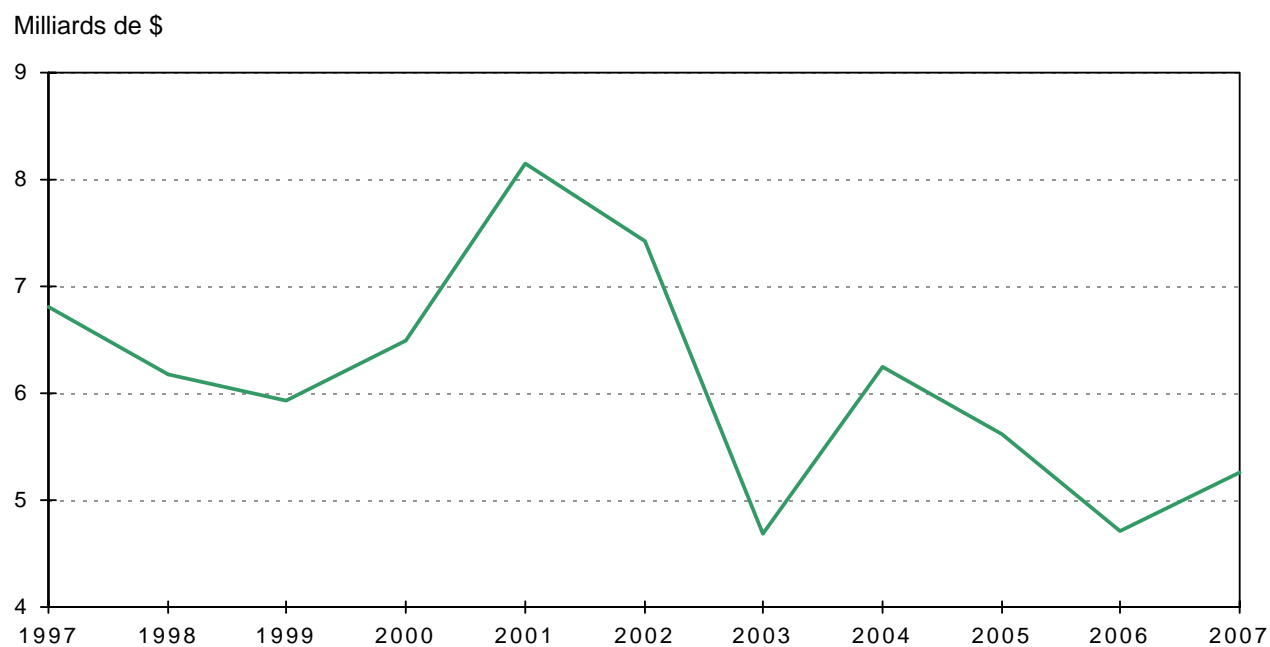
Tableau A.1 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces, 1999-2007 (suite)

	T.-N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
	- millions de \$ -										
Dépenses d'expl. nettes											
1999	64	271	312	297	3 902	5 999	2 376	4 277	5 722	1 566	24 787
2000	67	282	330	320	4 228	6 402	2 563	4 573	6 157	1 680	26 603
2001	71	291	350	341	4 469	6 963	2 790	4 770	6 441	1 769	28 255
2002	74	311	361	348	4 550	7 132	2 919	4 795	6 290	1 876	28 656
2003	78	317	378	363	4 868	7 291	3 068	4 994	6 292	1 923	29 572
2004	83	322	382	364	5 043	7 341	3 139	5 011	6 194	1 946	29 824
2005	85	331	386	375	5 006	7 478	3 054	5 273	6 470	2 040	30 498
2006	92	345	401	391	5 227	7 710	3 266	5 418	6 714	2 086	31 650
2007	106	358	424	415	5 713	8 115	3 589	5 986	7 287	2 243	34 237
Revenu net comptant											
1999	11	78	81	81	1 198	1 187	532	1 263	799	340	5 570
2000	8	41	85	49	1 194	1 470	587	1 150	1 406	368	6 357
2001	8	45	70	72	1 285	1 590	912	1 721	1 909	456	8 066
2002	11	54	43	76	977	1 372	929	1 666	1 972	319	7 420
2003	4	38	48	46	1 079	1 157	538	819	757	360	4 847
2004	6	27	71	54	1 260	1 290	737	930	1 815	457	6 646
2005	6	36	73	58	1 178	1 424	733	948	1 362	366	6 186
2006	4	30	46	61	978	1 185	417	1 225	1 087	225	5 260
2007	-1	6	25	29	1 038	1 181	723	1 620	1 443	156	6 221
Revenu net réalisé											
1999	7	45	40	47	745	244	152	328	-260	125	1 471
2000	3	5	39	12	702	483	209	239	336	147	2 176
2001	3	9	22	32	759	577	522	788	803	233	3 748
2002	6	19	-5	35	443	293	541	768	870	70	3 041
2003	-1	4	0	6	519	93	133	-82	-361	110	423
2004	0	-10	21	12	718	247	342	23	718	203	2 274
2005	1	-3	21	15	597	347	333	45	235	107	1 697
2006	-2	-10	-5	18	415	102	21	331	-56	-42	771
2007	-7	-33	-27	-15	462	93	341	697	281	-117	1 675
Revenu net total											
1999	9	42	36	36	762	231	126	659	238	128	2 268
2000	4	22	37	22	634	302	384	530	375	150	2 461
2001	4	-58	20	27	847	472	457	159	543	252	2 723
2002	6	98	-4	53	462	440	515	36	-208	88	1 486
2003	-1	0	-1	2	625	172	540	799	581	154	2 871
2004	3	-5	17	2	846	514	278	842	1 216	176	3 889
2005	1	-22	19	25	546	342	107	673	532	63	2 286
2006	-1	18	-8	41	325	-34	304	-258	-378	-77	-68
2007	-7	-54	-26	-25	510	-180	166	316	-202	-129	369

Source : Statistique Canada, nos. 21-010-XIF et 21-011-XIF au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*, mai 2008.

Graphique A.1(a) : Revenu net comptant (dollars courants), Canada, 1997-2007

Source : Données historiques, Statistique Canada, n° 21-010-XIF au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*, mai 2008.

Graphique A.1(b) : Revenu net comptant (en dollars de 2002), Canada, 1997-2007

Source : Calculs d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, à partir des données de Statistique Canada et de celles du Conference Board du Canada pour le déflateur du PIB.

Tableau A.2 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs, Canada et provinces, 2002-2007

	T.-N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
	- millions de \$ -										
2002											
Assurance-récolte ¹	0	6	0	1	42	219	77	580	477	5	1 407
CSRN	0	9	6	4	11	170	78	216	110	12	616
Subventions laitières	0	0	0	0	4	3	0	0	1	0	9
Aide-désastre au revenu	0	9	2	1	6	58	46	138	114	11	387
Stabilisation provinciale	0	0	0	0	395	0	0	0	0	0	396
Autres paiements ²	1	0	2	2	10	174	18	69	336	2	615
Paiements totaux	1	24	11	8	468	623	219	1 004	1 039	31	3 429
Rabais sur intrants	0	0	0	0	79	13	0	17	11	0	119
Total	1	24	11	8	547	636	219	1 020	1 050	31	3 548
Primes des producteurs	0	2	0	0	82	46	52	176	123	3	485
2003											
Assurance-récolte ¹	0	1	1	1	47	119	86	929	519	4	1 707
CSRN	0	7	8	6	15	191	87	246	148	16	723
Subventions laitières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Aide-désastre au revenu	0	6	1	1	4	40	27	141	204	17	440
Stabilisation provinciale	0	0	0	0	711	0	0	0	0	0	711
Autres paiements ²	0	8	7	5	98	236	109	284	498	22	1 266
Paiements totaux	1	23	16	12	875	585	308	1 600	1 368	59	4 848
Rabais sur intrants	0	0	0	0	83	6	0	1	12	0	101
Total	1	23	16	12	958	591	308	1 601	1 380	59	4 949
Primes des producteurs	0	2	0	0	206	61	65	221	168	3	727
2004											
Assurance production	0	3	0	3	63	82	84	280	230	10	756
PCSRA	0	11	6	14	7	108	79	222	305	25	777
CSRN	0	11	8	11	16	223	125	298	220	22	934
Aide-désastre au revenu	0	3	2	1	1	16	14	94	99	8	237
Stabilisation provinciale	0	0	0	0	626	0	0	0	0	0	626
Autres paiements ²	1	12	9	7	122	246	129	297	588	122	1 532
Paiements totaux	1	40	25	36	835	674	430	1 190	1 443	188	4 862
Rabais sur intrants	0	0	0	0	88	5	1	0	19	0	113
Total	1	40	25	36	923	680	431	1 190	1 461	188	4 975
Primes des producteurs	0	3	0	0	196	54	81	207	156	3	700

Source : Statistique Canada, n° 21-015-XIF au catalogue, Statistiques économiques agricoles, mai 2008.

¹ Excluant l'assurance privée contre la grêle. Depuis le 1er avril 2003, le programme d'assurance-récolte a été remplacé par le programme d'assurance production² Les autres paiements comprennent les programmes tels que l'assurance-grêle privée ainsi que le programme de redressement de l'industrie dans le sillage de l'encéphalopathie spongiforme bovine et sous forme d'aide spéciale.

Tableau A.2 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs, Canada et provinces, 2002-2007 (suite)

	T.-N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
	- millions de \$ -										
2005											
Assurance production ¹	0	6	1	5	59	50	299	277	115	8	820
PCSRA	1	27	7	23	253	212	187	505	450	50	1 715
CSRN	0	4	4	5	8	92	65	157	94	12	442
Aide-désastre au revenu	0	0	0	0	0	62	0	0	0	0	62
Stabilisation provinciale	0	0	0	0	391	0	0	0	0	0	391
Autres paiements ²	0	8	15	7	38	384	149	384	458	50	1 493
Paiements totaux	1	46	27	40	749	800	699	1 323	1 117	120	4 923
Rabais sur intrants	0	0	1	0	96	5	20	0	17	0	138
Total	1	46	28	40	845	806	718	1 323	1 134	120	5 062
Primes des producteurs	0	3	0	2	123	44	59	216	159	3	610
2006											
Assurance production ¹	0	6	2	6	56	41	146	143	189	14	600
PCSRA	1	10	9	22	181	249	258	446	360	71	1 606
CSRN	0	3	3	4	7	72	47	109	63	9	317
Aide-désastre au revenu	0	2	1	1	42	264	148	402	288	6	1 154
Stabilisation provinciale	0	0	0	0	497	0	0	0	0	0	497
Autres paiements ²	0	0	0	0	76	36	27	168	46	5	359
Paiements totaux	1	21	15	34	858	662	626	1 267	945	105	4 534
Rabais sur intrants	0	0	1	0	102	5	23	0	17	0	148
Total	1	21	15	34	960	667	649	1 267	962	105	4 681
Primes des producteurs	0	4	0	2	161	42	69	200	158	4	640
2007											
Assurance production ¹	0	10	2	7	62	81	67	120	209	17	574
PCSRA	0	7	5	14	176	201	139	214	310	44	1 111
CSRN	0	3	2	3	6	63	37	95	57	7	272
Aide-désastre au revenu	0	4	7	7	44	248	144	295	258	31	1 038
Stabilisation provinciale	0	0	0	0	838	0	0	0	0	0	838
Autres paiements ²	0	0	1	0	8	1	26	146	73	3	258
Paiements totaux	1	23	16	31	1 134	594	413	871	907	101	4 090
Rabais sur intrants	0	0	1	0	110	5	19	0	14	0	148
Total	1	23	17	31	1 244	599	431	871	921	101	4 239
Primes des producteurs	0	3	1	3	270	53	89	247	175	4	845

Source : Statistique Canada, n° 21-015-XIF au catalogue, Statistiques économiques agricoles, mai 2008.

¹ Excluant l'assurance privée contre la grêle. Depuis le 1er avril 2003, le programme d'assurance-récolte a été remplacé par le programme d'assurance production² Les autres paiements comprennent les programmes tels que l'assurance-grêle privée ainsi que le programme de redressement de l'industrie dans le sillage de l'encéphalopathie spongiforme bovine et sous forme d'aide spéciale.

Tableau A.3 : Revenus d'exploitation, dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, moyenne par ferme, Canada et provinces, 2004-2006

Province	2004	2005	2006	06/05
	- Dollars par ferme -			
Terre-Neuve-et-Labrador				
Revenus d'exploitation	421 335	471 209	519 477	10 %
Dépenses d'exploitation	387 893	422 692	489 647	16 %
Bénéfice net d'exploitation	33 442	48 518	29 830	-39 %
Île-du-Prince-Édouard				
Revenus d'exploitation	285 619	307 827	334 080	9 %
Dépenses d'exploitation	259 332	273 147	296 783	9 %
Bénéfice net d'exploitation	26 287	34 681	37 298	8 %
Nouvelle-Écosse				
Revenus d'exploitation	218 847	226 468	252 607	12 %
Dépenses d'exploitation	184 201	191 813	214 502	12 %
Bénéfice net d'exploitation	34 646	34 656	38 105	10 %
Nouveau-Brunswick				
Revenus d'exploitation	274 304	303 288	312 767	3 %
Dépenses d'exploitation	234 856	256 048	265 902	4 %
Bénéfice net d'exploitation	39 448	47 240	46 865	-1 %
Québec				
Revenus d'exploitation	282 385	293 611	301 881	3 %
Dépenses d'exploitation	239 899	244 752	257 303	5 %
Bénéfice net d'exploitation	42 486	48 859	44 577	-9 %
Ontario				
Revenus d'exploitation	229 346	237 427	257 646	9 %
Dépenses d'exploitation	201 810	205 677	225 105	9 %
Bénéfice net d'exploitation	27 536	31 750	32 541	2 %
Manitoba				
Revenus d'exploitation	240 278	235 277	252 901	7 %
Dépenses d'exploitation	204 442	203 949	228 823	12 %
Bénéfice net d'exploitation	35 836	31 328	24 078	-23 %
Saskatchewan				
Revenus d'exploitation	130 667	143 212	155 844	9 %
Dépenses d'exploitation	111 773	123 497	131 538	7 %
Bénéfice net d'exploitation	18 893	19 716	24 305	23 %
Alberta				
Revenus d'exploitation	205 726	230 103	258 588	12 %
Dépenses d'exploitation	176 201	203 009	230 472	14 %
Bénéfice net d'exploitation	29 525	27 095	28 116	4 %
Colombie-Britannique				
Revenus d'exploitation	250 637	271 068	298 986	10 %
Dépenses d'exploitation	225 396	243 326	266 474	10 %
Bénéfice net d'exploitation	25 241	27 742	32 512	17 %
Canada				
Revenus d'exploitation	210 184	223 861	242 928	9 %
Dépenses d'exploitation	181 400	193 812	212 274	10 %
Bénéfice net d'exploitation	28 784	30 050	30 655	2 %

Source : Statistique Canada, Projet de données complètes sur les fermes, Programmes des données fiscales et Compte de stabilisation du revenu net (PDF/CSRN).

Tableau A.4 : Revenus d'exploitation, dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada, 2004-2006

Type de ferme	2004	2005	2006	06/05
	- Dollars par ferme -			
Élevage de bovins laitiers et production laitière				
Revenus d'exploitation	340 336	375 817	403 114	7 %
Dépenses d'exploitation	262 184	281 933	307 232	9 %
Bénéfice net d'exploitation	78 152	93 885	95 881	2 %
Élevage de bovins de boucherie				
Revenus d'exploitation	155 729	170 083	190 486	12 %
Dépenses d'exploitation	143 445	158 616	181 242	14 %
Bénéfice net d'exploitation	12 284	11 468	9 245	-19 %
Élevage de porcs				
Revenus d'exploitation	898 544	943 310	958 250	2 %
Dépenses d'exploitation	817 137	834 111	898 357	8 %
Bénéfice net d'exploitation	81 407	109 199	59 893	-45 %
Élevage de volailles et production d'oeufs				
Revenus d'exploitation	804 466	830 282	835 889	1 %
Dépenses d'exploitation	701 859	707 893	731 708	3 %
Bénéfice net d'exploitation	102 608	122 389	104 182	-15 %
Culture de plantes oléagineuses et de céréales				
Revenus d'exploitation	141 396	149 224	163 766	10 %
Dépenses d'exploitation	116 322	126 157	135 740	8 %
Bénéfice net d'exploitation	25 074	23 066	28 026	22 %
Culture de pommes de terre				
Revenus d'exploitation	619 287	726 091	771 448	6 %
Dépenses d'exploitation	542 695	606 402	653 712	8 %
Bénéfice net d'exploitation	76 592	119 688	117 735	-2 %
Culture de fruits et de noix				
Revenus d'exploitation	160 337	168 139	181 866	8 %
Dépenses d'exploitation	139 359	149 322	153 937	3 %
Bénéfice net d'exploitation	20 978	18 817	27 929	48 %
Autres cultures de légumes et de melons				
Revenus d'exploitation	307 043	312 344	375 630	20 %
Dépenses d'exploitation	269 459	268 285	319 075	19 %
Bénéfice net d'exploitation	37 584	44 059	56 555	28 %
Culture en serre et en pépinière et floriculture				
Revenus d'exploitation	721 390	784 648	902 752	15 %
Dépenses d'exploitation	656 944	712 740	812 471	14 %
Bénéfice net d'exploitation	64 446	71 908	90 281	26 %
Tous les types de fermes				
Revenus d'exploitation	210 184	223 861	242 928	9 %
Dépenses d'exploitation	181 400	193 812	212 274	10 %
Bénéfice net d'exploitation	28 784	30 050	30 655	2 %

Source : Statistique Canada, Projet de données complètes sur les fermes, Programmes des données fiscales et Compte de stabilisation du revenu net (PDF/CSRN).

Tableau A.5 : Revenu agricole familial moyen selon la source et la tranche de revenu¹, fermes non constituées en société, Canada, 2005

Revenu de la famille agricole (avant amortissement)	Nombre de familles		Revenus d'un travail hors-ferme ²	Revenus de placement	Revenus de pensions	Autres revenus hors-ferme ³	Revenus hors-ferme total	Revenus nets d'exploitation	Total des revenus de la famille
	Nombre	% du total							
Toutes les fermes									
Moins de 10 000 \$ ⁴	5 800	4,5	12 950	2 034	3 378	4 463	22 825	-48 300	-25 475
10 000 \$ - 19 999 \$	5 420	4,2	8 466	1 343	7 335	3 822	20 967	-5 031	15 935
20 000 \$ - 29 999 \$	9 270	7,1	11 397	2 155	9 208	3 503	26 262	-918	25 343
30 000 \$ - 39 999 \$	11 900	9,1	13 581	2 732	9 968	4 161	30 441	5 220	35 661
40 000 \$ - 49 999 \$	12 670	9,7	19 342	2 793	9 862	4 514	36 512	8 961	45 473
50 000 \$ - 99 999 \$	50 230	38,6	38 263	4 005	9 019	4 979	56 266	16 783	73 049
100 000 \$ +	34 800	26,8	96 538	12 974	7 583	7 549	124 643	44 590	169 233
TOTAL	130 090	100,0	45 464	5 839	8 496	5 370	65 169	17 332	82 500
Petites exploitations (recettes agricoles de 10 000 \$ à 49 999 \$)									
Moins de 10 000 \$ ⁴	2 080	3,4	9 427	1 559	4 536	3 642	19 164	-25 895	-6 731
10 000 \$ - 19 999 \$	3 320	5,4	6 315	1 619	9 826	3 191	20 951	-4 727	16 224
20 000 \$ - 29 999 \$	5 870	9,5	10 773	2 238	12 018	3 173	28 202	-2 906	25 296
30 000 \$ - 39 999 \$	7 310	11,9	13 576	3 038	13 225	3 898	33 738	1 282	35 020
40 000 \$ - 49 999 \$	6 840	11,1	22 342	3 152	13 291	4 166	42 951	2 199	45 149
50 000 \$ - 99 999 \$	23 120	37,6	48 784	5 008	12 882	4 263	70 936	434	71 370
100 000 \$ +	12 940	21,1	133 435	15 332	10 005	6 371	165 143	-863	164 279
TOTAL	61 470	100,0	52 209	6 175	11 834	4 469	74 687	-1 028	73 658
Exploitations moyennes (recettes agricoles de 50 000 \$ à 99 999 \$)									
Moins de 10 000 \$ ⁴	1 300	5,4	14 466	2 023	3 467	4 037	23 992	-35 651	-11 659
10 000 \$ - 19 999 \$	1 000	4,2	10 826	1 345	3 505	4 018	19 693	-3 970	15 723
20 000 \$ - 29 999 \$	1 740	7,2	12 512	2 059	4 812	3 389	22 773	1 960	24 733
30 000 \$ - 39 999 \$	2 310	9,6	13 858	1 845	5 779	4 368	25 850	9 966	35 816
40 000 \$ - 49 999 \$	2 670	11,1	18 527	3 010	7 724	4 590	33 850	12 106	45 956
50 000 \$ - 99 999 \$	9 770	40,6	38 631	4 064	8 895	5 010	56 599	16 280	72 879
100 000 \$ +	5 260	21,9	116 380	15 879	8 491	7 782	148 533	14 711	163 244
TOTAL	24 070	100,0	46 667	5 949	7 564	5 297	65 476	10 169	75 645
Grandes exploitations (recettes agricoles de 100 000 \$ et plus)									
Moins de 10 000 \$ ⁴	2 430	5,5	15 138	2 445	2 345	5 388	25 315	-73 942	-48 627
10 000 \$ - 19 999 \$	1 100	2,5	12 807	„	3 328	5 551	22 196	-6 869	15 327
20 000 \$ - 29 999 \$	1 650	3,7	12 441	1 957	3 838	4 799	23 035	3 119	26 154
30 000 \$ - 39 999 \$	2 280	5,1	13 313	2 649	3 774	4 792	24 528	13 010	37 538
40 000 \$ - 49 999 \$	3 150	7,1	13 516	1 830	4 229	5 205	24 781	21 013	45 794
50 000 \$ - 99 999 \$	17 330	38,9	24 020	2 635	3 937	5 916	36 508	38 893	75 401
100 000 \$ +	16 600	37,3	61 513	10 216	5 410	8 392	85 531	89 566	175 097
TOTAL	44 550	100,0	35 511	5 316	4 393	6 652	51 871	46 531	98 402

Source : Statistique Canada, Projet de données complètes sur les fermes, Programmes des données fiscales.

¹ Basé sur le revenu de la famille provenant de toutes les sources : revenu agricole (bénéfice net d'exploitation) et revenu hors ferme.² Le revenu d'un travail hors ferme inclut les « salaires et traitements » et les « revenus nets d'un travail indépendant non agricole ».³ Autres revenus hors ferme incluent les « transferts sociaux gouvernementaux et les REER ».⁴ Comprend les pertes.

Méthodologie sur le revenu agricole

Tableau A.1 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces

Le *revenu net comptant* (revenus bruts moins les charges d'exploitation) est une mesure des liquidités dont disposent les producteurs agricoles. Il représente les sommes disponibles pour le remboursement des dettes, les investissements ou les retraits par le propriétaire. Le *revenu net réalisé* mesure les flux financiers tant monétaires (revenu comptant) que non monétaires (amortissement et revenu en nature) des exploitations agricoles. Il représente le revenu agricole net d'une année donnée, peu importe l'année à laquelle les denrées ont été produites. Le *revenu net total* mesure les flux financiers et les variations de stocks des exploitations agricoles. Il évalue la production économique agricole de l'année au cours de laquelle les biens agricoles ont été produits. Il représente le revenu provenant du capital du propriétaire, de la main-d'œuvre impayée, de la gestion et du risque.

Les recettes tirées des cultures et du bétail ne comprennent que les recettes provenant des ventes de produits agricoles par les filières commerciales et exclut les ventes directes entre producteurs à l'intérieur d'une même province.

Les paiements des programmes comprennent les paiements bruts versés directement aux producteurs dans le cadre de programmes fédéraux, provinciaux et municipaux. Les paiements représentent les montants effectivement reçus par les producteurs au cours d'une année civile, sauf certains programmes de la catégorie Autres paiements qui correspondent à une année financière ou à une année-récolte. Les paiements sont répartis sur l'année pendant laquelle ils sont effectivement reçus par les producteurs.

Les paiements du CSRN ne représentent que les retraits des producteurs du Fonds 2 (Fonds gouvernemental). Les gros montants accumulés dans le Fonds 1 (Fonds des producteurs) et les facteurs de déclenchement non réalisés dans le Fonds 2 ne sont pas compris.

Les dépenses d'exploitation comprennent des paiements d'aide du gouvernement tels que les programmes de crédits provinciaux et autres pouvant réduire le coût des intrants. Les primes payées par les producteurs pour bénéficier des divers programmes d'assurance font aussi partie des dépenses.

Les dépenses d'exploitation comprennent tous les frais occasionnés par l'achat de biens et de services à l'extérieur du secteur agricole de chaque province, dans le cadre de la production de marchandises agricoles.

Graphique A.1(a) et (b) : Revenu agricole au Canada en dollars courants et en dollars de 2002

Les revenus réels sont exprimés en dollars de 2002. L'indice implicite des prix du produit intérieur brut (indice du PIB, 2002 = 100) est utilisé comme déflateur.

Tableau A.2 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs

Les paiements des programmes englobent les paiements bruts/indemnités versés directement aux producteurs dans le cadre de programmes législatifs comme le CSRN, de même que les programmes provinciaux de stabilisation du revenu et d'autres programmes spéciaux d'aide au revenu comme l'aide spéciale accordée aux victimes de la sécheresse. Les paiements versés en vertu du CSRN représentent les retraits du Fonds 2 (Fonds gouvernemental).

Les indemnités d'assurance production comprennent uniquement celles des programmes publics; les indemnités de l'assurance-grêle privée sont exclues. Ces dernières sont comprises dans la catégorie « autres paiements ».

Par les primes qu'ils paient, les producteurs contribuent aussi aux programmes gouvernementaux tels que l'assurance production et certains programmes provinciaux de stabilisation du revenu.

Tableau A.3 et Tableau A.4 : Revenus d'exploitation, dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, par ferme, par province (A.3) et par type de ferme (A.4)

Les estimations du revenu agricole du Programme des données fiscales et Compte de Stabilisation du revenu net (PDF/CSRN) sont calculées à partir d'un échantillon de déclarants dont le revenu agricole brut était positif ou dont le revenu agricole net était différent de zéro, selon la déclaration d'impôt sur le revenu (Revenu Canada, T1, général), ainsi que d'un échantillon de sociétés agricoles déclarant des ventes totales (recettes brutes plus les recettes de coentreprises) de 25 000 \$ et plus et qui sont classées comme exploitation agricole conformément au Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Selon le SCIAN les exploitations agricoles sont celles dont 50 p. 100 ou plus des ventes proviennent d'activités agricoles. Aux fins des tableaux statistiques, on a exclu les fermes non constituées en société dont les recettes agricoles étaient inférieures à 10 000 \$.

Les estimations de revenu du PDF/CSRN diffèrent des données officielles sur les recettes et les dépenses publiées dans les Statistiques économiques agricoles de Statistique Canada (n° 21-011 et n° 21-012 catalogue). On trouvera l'explication de certaines de ces différences dans "Pour comprendre des mesures du revenu agricole" de Statistique Canada (n° 21-525 au catalogue).

Par revenus d'exploitation, on entend les recettes tirées de la vente des produits agricoles ainsi que les paiements de programmes et les indemnités d'assurance du gouvernement. Les recettes provenant de la vente des produits de la forêt et les autres revenus agricoles sont également inclus.

Par dépenses d'exploitation, on entend les dépenses d'entreprises avant amortissement, et engagées par les exploitants agricoles pour l'achat de biens et de services utilisés dans la production de denrées agricoles.

Tant dans les revenus d'exploitation que dans les dépenses d'exploitation, les ventes et les achats entre fermes sont pris en compte.

Le type d'exploitation a été déterminé en se fondant sur le pourcentage que représente les ventes de produits agricoles. Ainsi, c'est le produit

ou groupe de produits que représente au moins 50 p. 100 des ventes de la ferme qui détermine l'activité principale de l'exploitation. On se sert maintenant du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) pour le classement des fermes.

Pour une description détaillée de la méthodologie utilisée, prière de se reporter à *Base de données complètes sur les exploitations agricoles, Manuel de référence*, de Statistique Canada (n° 21F0005GPF au catalogue).

Tableau A.5 : Revenu familial moyen selon la source et la tranche de revenu, fermes non constituées en société

Le revenu familial total est calculé à partir des dossiers d'impôt personnel de chacun des membres de la famille. Les familles agricoles sont identifiées en vérifiant deux dossiers sources : l'échantillon des personnes exploitant une ferme non constituée en société du Programme des données fiscales et du Compte de stabilisation du revenu net (PDF/CSRN) et le fichier d'impôt des familles (T1FF), qui renferme les unités familiales constituées par la Division des données régionales et administratives (DDRA) de Statistiques Canada.

Les particuliers et les familles qui suivent sont exclus :

- 1) particulier n'appartenant pas à une famille de type conventionnel ou à une famille monoparentale;
- 2) familles dont les membres tirent la totalité de leurs revenus de sources non agricoles;
- 3) familles dont les membres exploitent plus d'une ferme;
- 4) familles qui exploitent une ferme déclarant des recettes d'exploitation brutes inférieures à 10 000 \$.

Pour établir les estimations du revenu non agricole, on additionne les postes de revenus non agricoles des membres de la famille et on applique la pondération appropriée à chaque enregistrement correspondant à une famille.

Pour une description plus complète de cette méthodologie, consulter *Statistiques sur les revenus des familles agricoles*, Statistique Canada, n° 21-207-XIF au catalogue.



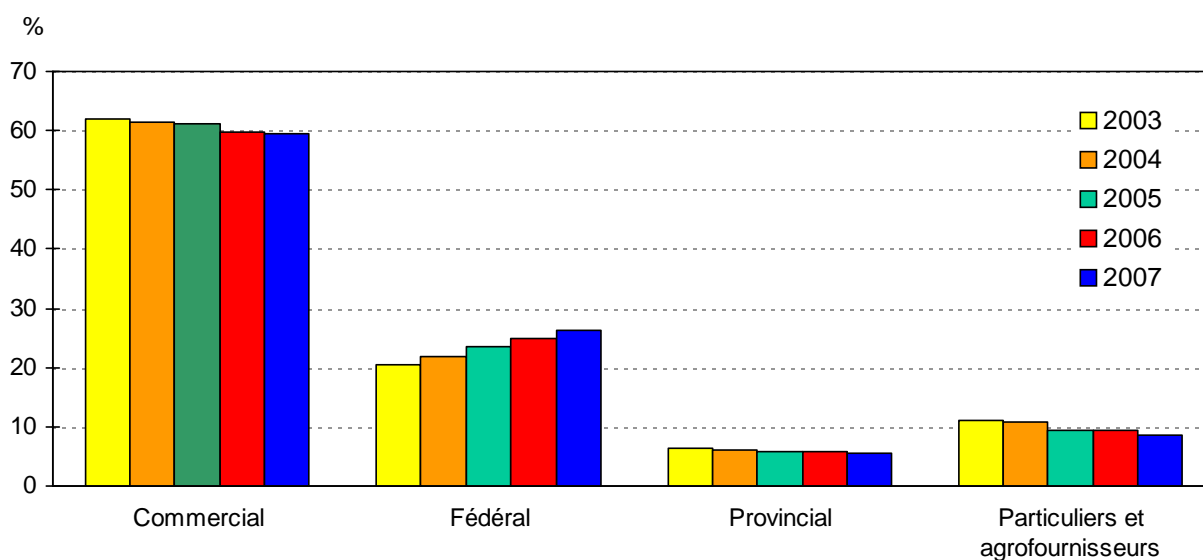
SECTION B

Situation financière des exploitations agricoles

Tableau B.1 : Dette agricole, Canada et provinces, 1998-2007

	T.-N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
- millions de \$ -											
1998	44	420	401	358	6 097	7 635	3 151	5 584	8 219	1 859	33 768
1999	49	443	422	383	6 845	8 206	3 510	5 810	8 685	2 073	36 425
2000	47	472	465	427	7 611	9 097	3 715	5 962	9 128	2 156	39 078
2001	54	508	491	472	8 133	9 692	3 948	6 061	9 485	2 217	41 060
2002	60	542	501	454	9 021	10 928	4 201	6 009	9 673	2 279	43 668
2003	64	604	551	556	9 426	11 419	4 721	6 528	10 342	2 431	46 642
2004	74	643	612	554	9 852	12 108	5 055	6 690	10 478	2 672	48 738
2005	75	656	656	604	10 187	12 525	5 369	6 965	10 419	2 594	50 050
2006	90	631	670	603	10 597	12 747	5 729	7 265	10 902	2 904	52 139
2007	112	620	722	630	10 901	13 315	6 066	7 314	11 093	3 427	54 199

Source : Statistique Canada, n° 21-014-XIF au catalogue, Statistiques économiques agricoles, mai 2008.

Graphique B.1 : Pourcentage de la dette agricole par type de prêteurs, Canada, au 31 décembre, 2003-2007

Source : Statistique Canada, n° 21-014-XIF au catalogue, Statistiques économiques agricoles, mai 2008.

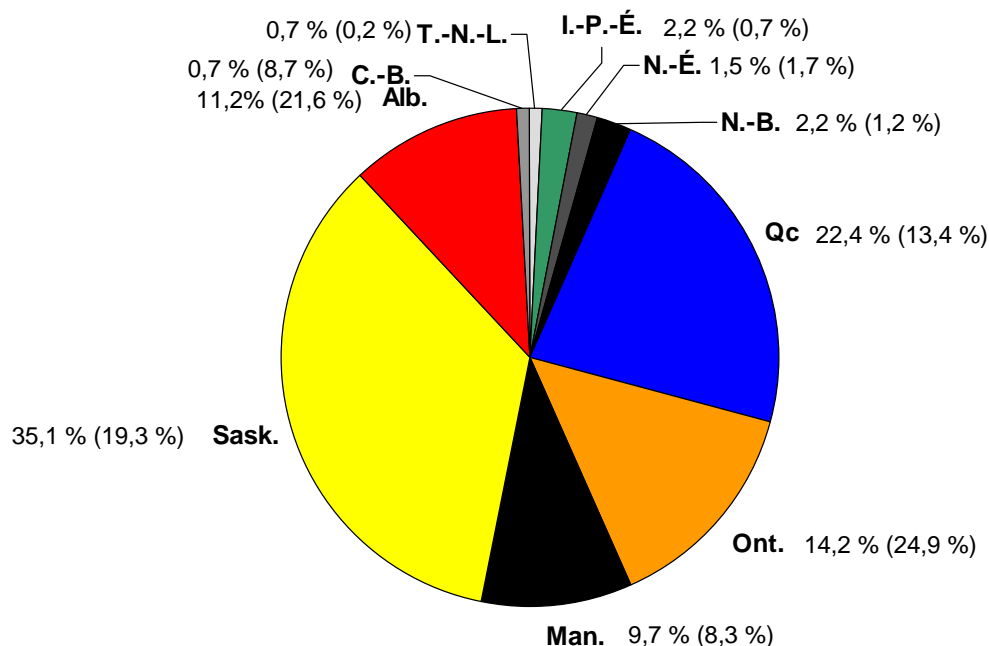
Tableau B.2 : Nombre de faillites agricoles par province, 1993-2007

	T.-N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	T.N.-O./Yn	Canada
1993	1	7	4	2	49	22	13	166	80	5	0	349
1994	0	3	2	3	67	15	7	132	68	11	0	308
1995	1	0	8	5	33	23	10	94	87	12	0	273
1996	0	0	5	4	54	17	24	95	75	1	0	275
1997	0	4	6	4	54	15	19	76	61	4	0	243
1998	0	1	4	1	47	12	27	92	55	5	0	244
1999	0	1	2	2	42	17	29	99	45	6	0	243
2000	0	1	4	2	40	20	18	76	38	14	0	213
2001	1	2	4	0	57	23	19	64	44	6	0	220
2002	0	2	1	4	28	30	41	50	32	9	0	197
2003	0	1	4	1	46	22	28	59	46	15	0	222
2004	0	6	3	2	31	34	27	64	56	4	0	227
2005	0	3	0	2	33	25	26	75	66	6	0	236
2006	0	6	1	4	37	29	36	79	16	8	0	216
2007	1	3	2	3	30	19	13	47	15	1	0	134

Source : Bureau du surintendant des faillites.

Note: À compter de 2004, les statistiques seront fondées sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord plutôt que sur la Classification type des industries.

Graphique B.2 : Répartition des faillites agricoles par province, 2007



Sources : Bureau du surintendant des faillites et Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, 2006.

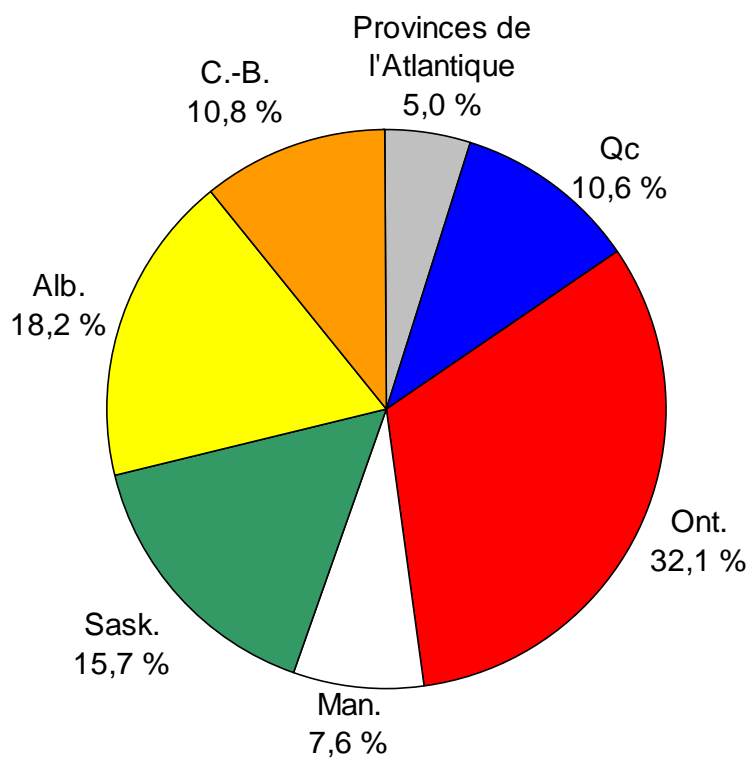
Note : La répartition en pourcentage du nombre total d'exploitations agricoles par province, pour 2006, est indiquée entre parenthèses. Elle est tirée du Recensement de l'agriculture, 2006.

Tableau B.3 : Portefeuille de prêts de Financement agricole Canada (FAC), 2001-2002 à 2006-2007

	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
Nombre total de prêts	75 888	78 442	87 423	90 492	95 768	101 470
Montant total des prêts (en millions de \$)	7 709	8 804	10 039	11 150	12 310	13 550
Nombre de prêts approuvés	16 753	25 133	26 529	27 948	28 634	28 684
Montant des prêts approuvés (en millions de \$)	2 102	2 561	2 862	3 067	3 317	3 715
Montant moyen des prêts approuvés (\$)	125 470	101 914	107 871	109 747	115 852	129 504

Source : Financement agricole Canada.

Graphique B.3 : Répartition provinciale du montant du portefeuille de prêts de FAC, par province, au 31 mars 2007



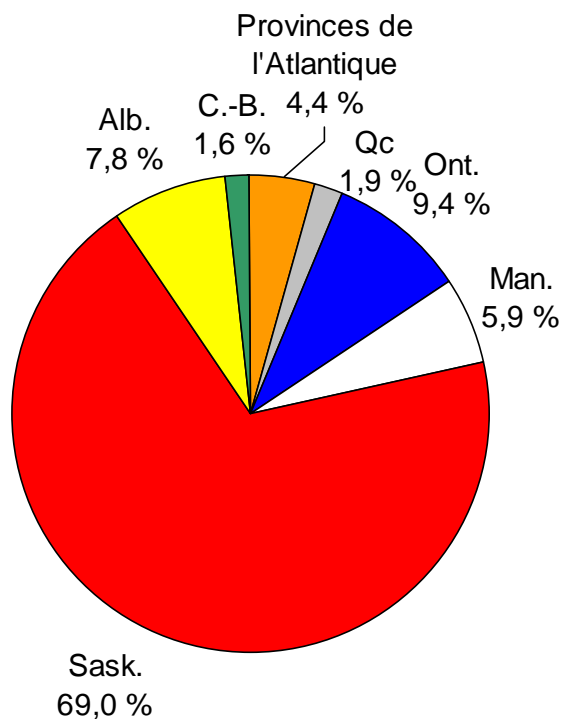
Source : Financement agricole Canada.

Tableau B.4 : Nouveaux prêts enregistrés selon la *Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative* (LPAACFC), 1999-2000 à 2006-2007

	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
Nombre de nouveaux prêts enregistrés	7 628	6 304	5 659	4 722	3 155	2 829	2 128	1 803
Montant des nouveaux prêts enregistrés (en milliers de \$)	215 998	189 087	178 732	160 425	105 601	105 095	74 472	63 901
Montant moyen des nouveaux prêts enregistrés (\$)	28 316	29 995	31 584	33 974	33 471	37 149	34 996	35 442

Source : Pour 1999-2000 à 2002-2003, rapport de rendement d'Agriculture et Agroalimentaire Canada. Pour 2003-2004 à 2006-2007, Division des programmes de commercialisation nationaux de l'Administration de la LPAACFC; Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Graphique B.4 : Répartition provinciale du montant des nouveaux prêts enregistrés selon la LPAACFC, année fiscale 2006



Source : Administration de la LPAACFC, Division des programmes nationaux de commercialisation, Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Tableau B.5 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 2003, 2004 et 2005

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
CANADA								
Actif agricole								
- 2003	2 288 150	779 475	1 679 225	2 692 250	963 775	2 239 400	997 756	1 096 000
- 2004	2 485 245	789 650	1 744 225	2 897 800	990 275	2 566 675	1 018 782	1 134 600
- 2005	2 743 915	892 635	2 097 375	3 106 570	1 256 595	2 912 255	1 163 000	1 283 380
Passif agricole								
- 2003	558 475	141 925	525 500	520 575	189 100	669 100	175 700	223 800
- 2004	617 200	138 850	555 375	632 450	223 775	810 175	178 250	236 970
- 2005	684 010	134 760	588 515	548 395	257 810	792 170	196 095	247 435
Avoir net								
- 2003	1 729 675	637 550	1 153 725	2 171 675	774 675	1 570 300	822 056	872 200
- 2004	1 868 045	650 800	1 188 850	2 265 350	766 500	1 756 500	840 532	897 630
- 2005	2 059 905	757 875	1 508 860	2 558 175	998 785	2 120 085	966 905	1 035 945
Nouveaux investissements (nets)								
- 2003	105 425	13 100	62 900	58 725	34 000	132 750	36 725	37 200
- 2004	81 075	17 800	81 550	65 000	33 725	108 350	32 875	35 425
- 2005	96 020	16 080	96 645	63 010	40 185	78 150	31 105	35 665
ATLANTIQUE								
Actif agricole								
- 2003	2 323 662	454 244	861 069	1 533 936	484 374	2 166 628	556 691	1 077 743
- 2004	2 399 821	448 952	995 212	1 900 354	576 744	2 298 480	755 763	1 086 122
- 2005	2 626 105	537 065	1 075 610	2 070 550	584 595	2 600 000	971 140	1 222 500
Passif agricole								
- 2003	548 025	59 036	347 473	365 486	87 211	662 778	88 323	259 565
- 2004	530 588	61 628	394 143	381 116	179 758	788 041	143 481	270 330
- 2005	585 955	70 690	455 750	419 685	119 045	782 235	170 335	282 380
Avoir net								
- 2003	1 775 636	395 208	513 596	1 168 450	397 163	1 503 850	468 368	818 178
- 2004	1 869 233	387 324	601 069	1 519 238	396 987	1 510 439	612 282	815 792
- 2005	2 040 150	466 375	619 860	1 650 865	465 550	1 817 650	800 805	940 120
Nouveaux investissements (nets)								
- 2003	107 669	10 314	10 909	43 746	23 922	128 586	16 862	45 063
- 2004	71 783	8 904	46 975	35 625	41 472	73 396	22 771	36 060
- 2005	77 300	9 655	39 005	70 940	20 355	73 605	27 575	35 355

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

Tableau B.5 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 2003, 2004 et 2005 (suite)

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
QUÉBEC								
Actif agricole								
- 2003	1 856 339	523 571	1 295 863	2 892 060	865 895	1 160 563	1 032 909	1 169 751
- 2004	2 050 139	553 950	1 564 175	2 866 702	831 735	1 604 992	1 034 637	1 223 550
- 2005	2 213 235	578 495	1 260 870	3 180 535	954 435	2 571 465	1 246 720	1 344 395
Passif agricole								
- 2003	510 611	131 363	560 322	519 161	214 374	306 757	243 806	317 346
- 2004	561 192	141 433	691 008	564 475	231 921	522 862	259 355	341 425
- 2005	606 675	129 700	537 870	581 045	273 980	667 835	298 135	356 920
Avoir net								
- 2003	1 345 727	392 210	735 541	2 372 898	651 521	853 806	789 103	852 405
- 2004	1 488 947	412 517	873 167	2 302 227	599 814	1 082 130	775 282	882 125
- 2005	1 606 560	448 795	723 000	2 599 490	680 455	1 903 630	948 585	987 475
Nouveaux investissements (nets)								
- 2003	100 012	17 653	53 116	103 276	30 917	49 937	31 788	52 641
- 2004	64 915	20 326	78 327	-13 071	29 443	81 480	33 166	40 125
- 2005	81 270	15 675	41 285	96 755	40 020	42 745	20 040	41 545
ONTARIO								
Actif agricole								
- 2003	2 487 419	685 238	1 617 208	2 936 091	1 151 871	2 722 231	1 018 461	1 250 706
- 2004	2 666 802	694 854	1 324 579	2 828 867	1 068 434	2 401 356	1 104 640	1 319 300
- 2005	2 819 745	765 045	1 700 490	3 131 945	1 340 925	1 928 245	1 247 380	1 416 105
Passif agricole								
- 2003	524 611	99 016	526 339	550 889	200 708	634 584	171 562	241 601
- 2004	629 028	91 681	441 674	669 974	243 988	599 492	168 350	275 825
- 2005	674 960	99 600	538 775	562 510	271 425	456 690	168 655	270 490
Avoir net								
- 2003	1 962 808	586 223	1 090 869	2 385 202	951 163	2 087 647	846 899	1 009 105
- 2004	2 037 773	603 173	882 905	2 158 893	824 446	1 801 865	936 290	1 043 475
- 2005	2 144 785	665 445	1 161 715	2 569 435	1 069 500	1 471 355	1 078 725	1 145 615
Nouveaux investissements (nets)								
- 2003	106 143	-3 662	46 887	40 031	33 230	154 384	26 622	33 547
- 2004	83 378	12 161	48 681	95 453	41 386	98 455	25 239	38 050
- 2005	87 915	12 990	70 560	37 575	42 595	20 845	30 205	37 900

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

Tableau B.5 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 2003, 2004 et 2005 (suite)

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
MANITOBA								
Actif agricole								
- 2003	2 323 273	559 137	1 904 976	1 673 881		4 921 225	1 108 437	997 259
- 2004	2 420 845	538 604	2 492 281	2 696 400		5 140 117	1 048 786	988 550
- 2005	2 658 580	608 390	3 150 390	1 729 280		6 247 600	1 139 405	1 081 520
Passif agricole								
- 2003	604 851	115 817	532 328	389 394		1 372 016	225 729	217 669
- 2004	642 690	113 854	585 600	483 636		1 551 683	233 139	221 875
- 2005	691 770	102 790	761 070	266 985		1 705 465	229 920	224 820
Avoir net								
- 2003	1 718 422	443 320	1 372 648	1 284 487		3 549 210	882 708	779 590
- 2004	1 778 155	424 750	1 906 681	2 212 764		3 588 435	815 647	766 675
- 2005	1 966 810	505 595	2 389 320	1 462 295		4 542 135	909 485	856 700
Nouveaux investissements (nets)								
- 2003	98 583	10 992	94 534	65 826		403 230	49 970	40 909
- 2004	97 058	15 944	133 848	97 385		289 623	34 539	36 250
- 2005	135 370	10 215	191 905	31 960		257 645	31 960	32 280
SASKATCHEWAN								
Actif agricole								
- 2003	2 574 270	611 516	3 167 768				824 968	774 125
- 2004	1 753 010	600 918	2 273 646				767 599	726 100
- 2005	3 515 325	642 940	6 249 440				913 875	853 230
Passif agricole								
- 2003	555 866	122 149	497 026				150 140	143 725
- 2004	356 899	117 707	469 686				141 167	136 525
- 2005	1 314 450	115 430	986 445				179 230	163 865
Avoir net								
- 2003	2 018 404	489 367	2 670 742				674 828	630 400
- 2004	1 396 111	483 210	1 803 960				626 432	589 575
- 2005	2 200 875	527 510	5 263 000				734 645	689 365
Nouveaux investissements (nets)								
- 2003	-27 772	13 488	189 109				31 134	26 450
- 2004	92 540	18 161	108 142				25 329	24 025
- 2005	157 140	9 980	380 075				28 400	25 025

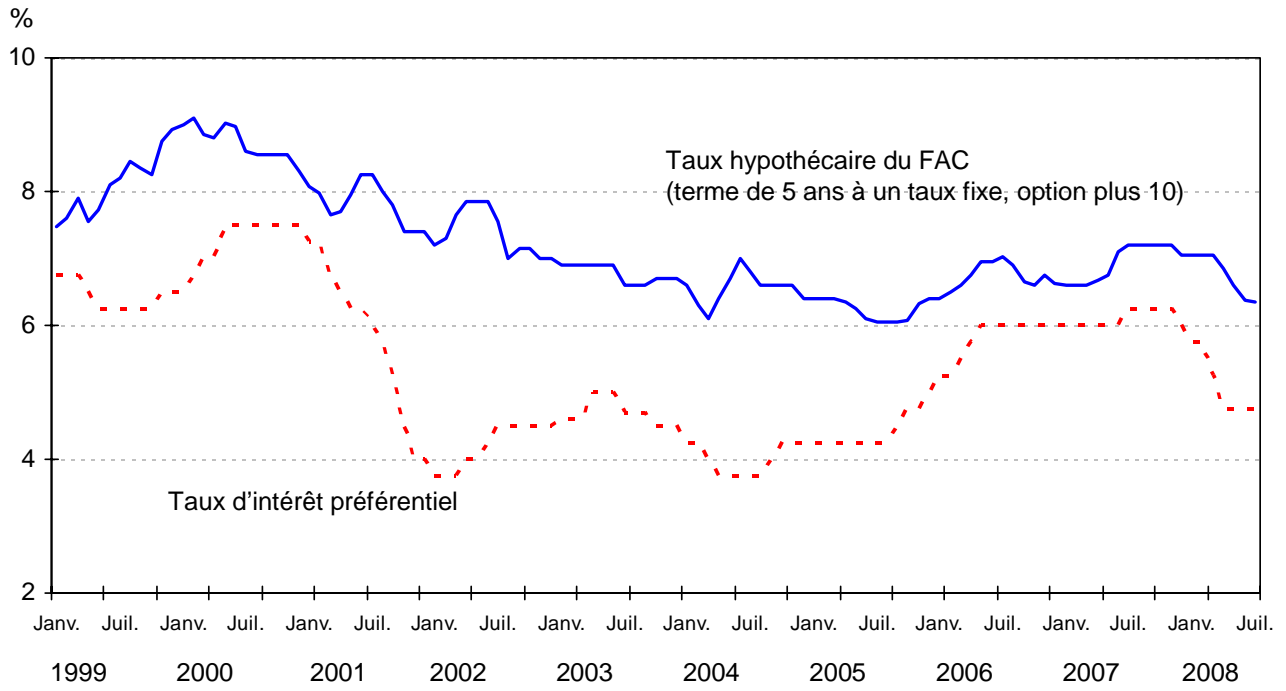
Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

Tableau B.5 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 2003, 2004 et 2005 (suite)

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
ALBERTA								
Actif agricole								
- 2003	3 633 425	1 070 605	2 782 866	1 948 459		2 747 907	1 271 892	1 202 022
- 2004	4 040 618	1 066 572	2 758 964	2 694 785		4 023 067	1 421 402	1 266 650
- 2005	5 037 620	1 294 905	4 454 650	3 374 840		4 609 075	1 519 530	1 470 915
Passif agricole								
- 2003	994 499	198 499	513 120	416 782		1 138 509	187 474	212 835
- 2004	1 041 703	187 999	657 989	599 100		1 159 539	209 151	219 350
- 2005	1 160 150	187 570	708 500	670 995		1 378 595	205 450	216 175
Avoir net								
- 2003	2 638 926	872 106	2 269 746	1 531 677		1 609 398	1 084 418	989 187
- 2004	2 998 915	878 572	2 100 975	2 095 685		2 863 528	1 212 251	1 047 300
- 2005	3 877 470	1 107 335	3 746 150	2 703 845		3 230 480	1 314 080	1 254 740
Nouveaux investissements (nets)								
- 2003	152 755	22 183	91 615	63 061		138 150	53 054	38 594
- 2004	110 238	23 013	147 300	117 284		229 289	53 876	38 650
- 2005	200 320	23 565	221 235	183 100		138 960	39 560	38 765
COLOMBIE-BRITANIQUE								
Actif agricole								
- 2003	4 061 588	910 749	914 546	3 229 244	1 093 369	3 338 976	857 375	1 419 411
- 2004	4 690 914	966 138	1 626 929	3 880 638	1 298 598	2 494 542	1 166 761	1 610 875
- 2005	6 252 155	1 057 910	2 681 810	3 823 055	1 748 255	4 707 180	1 437 525	1 909 620
Passif agricole								
- 2003	951 167	119 407	262 578	635 579	219 912	415 448	122 885	279 227
- 2004	914 106	117 186	450 293	802 247	232 136	740 601	180 826	299 175
- 2005	1 122 605	103 035	619 190	612 315	292 710	303 730	227 930	328 430
Avoir net								
- 2003	3 110 421	791 342	651 968	2 593 665	873 456	2 923 528	734 491	1 140 184
- 2004	3 776 809	848 952	1 176 636	3 078 391	1 066 461	1 753 941	985 934	1 311 700
- 2005	5 129 550	954 875	2 062 620	3 210 740	1 455 545	4 403 450	1 205 600	1 581 190
Nouveaux investissements (nets)								
- 2003	159 396	14 829	2 229	69 070	44 253	267 607	23 886	41 404
- 2004	208 861	1 438	-5 299	42 120	33 101	71 381	24 502	45 425
- 2005	217 510	19 730	132 350	44 380	46 020	107 975	43 490	46 360

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

Graphique B.5 : Taux hypothécaire du FAC et taux d'intérêt préférentiel, 1999-2008



Sources : Financement agricole Canada (FAC) et Revue de la Banque du Canada.

Tableau B.6 : Comparaison entre le Manitoba et Minnesota/Dakota du Nord du prix moyen des engrais et des carburants sélectionnés, 2007 et 2008

	Manitoba		Minnesota/Dakota du Nord	
	été 2008	été 2007	été 2008	été 2007
Azote (\$CAN/tonne)				
Anhydre d'ammoniaque (82-0-0)	1 312,31	864,92	1 268,05	624,52
Urée (46-0-0)	854,12	590,11	804,31	525,65
Phosphate (\$CAN/tonne)				
Phosphate mono-ammoniacal (11-52-0)	1 401,25	616,06	1 381,42	504,55
Potasse (\$CAN/tonne)				
Potasse (0-0-60)	684,44	313,87	821,11	302,35
Carburant (\$CAN/litre)				
Diesel	122,76	76,06	114,43	75,34
Essence (ordinaire sans plomb)	121,87	91,13	108,37	75,30

Source : La Corporation Thomsen.

Tableau B.7 : Comparaison entre l'Ontario et Michigan/Ohio/Indiana du prix moyen des engrais et des carburants sélectionnés, 2007 et 2008

	Ontario		Michigan/Ohio/Indiana	
	le 18 juin 2008	le 20 juin 2007	le 18 juin 2008	le 20 juin 2007
Azote (\$CAN/tonne)				
Anhydre d'ammoniaque (82-0-0)	1 096,96	749,20	1 052,05	689,33
Urée (46-0-0)	726,31	523,09	781,31	550,32
Solution d'azote 28	465,50	350,10	491,30	359,00
Nitrate d'ammonium	566,11	455,76	670,88	476,92
Phosphate (\$CAN/tonne)				
Phosphate mono-ammoniacal (11-52-0)	1 179,99	518,26	1 288,03	537,01
Phosphate dibasique d'ammonium (18-46-0)	907,43	515,65	1 214,95	557,15
Superphosphate triple (0-46-0)	972,57	505,43	1 072,91	482,72
Potasse (\$CAN/tonne)				
Potasse (0-0-60)	656,37	384,48	752,47	318,59
Carburant (\$CAN/litre)				
Diesel	129,05	82,00	116,64	72,00
Essence (ordinaire sans plomb)	128,09	99,00	110,09	86,00

Source : Collège Ridgetown, Université de Guelph.

Tableau B.8 : Intrants agricoles, Canada, 2003-2007

	2003	2004	2005	2006	2007
	(000 \$)				
Dépenses liées à la machinerie	3 585 287	3 782 018	4 163 833	4 305 768	4 528 134
Aliments achetés	4 878 341	4 787 220	4 324 925	4 286 959	5 223 430
Salaires en espèces, gîte et couvert	3 750 502	3 799 765	3 915 181	4 051 754	4 167 268
Engrais et chaux	2 499 620	2 491 065	2 564 201	2 693 450	3 282 554
Intérêts	2 313 825	2 247 483	2 313 001	2 701 666	2 989 415
Loyer	1 379 676	1 423 763	1 436 251	1 474 488	1 640 148
Pesticides	1 630 998	1 646 237	1 695 503	1 727 561	1 813 222
Achats de bétail	1 169 465	1 136 577	1 413 704	1 421 624	1 152 301
Semences	1 115 276	1 120 673	1 141 632	1 170 748	1 263 576
Réparations des bâtiments et clôtures	693 986	709 693	735 355	750 367	754 819
Électricité	692 628	685 418	710 505	748 554	782 368
Impôts fonciers	579 207	590 094	584 565	575 041	569 193
Assurance-récolte et grêle	545 070	525 524	507 226	504 539	602 401
Assurance commerciale	616 061	654 427	676 803	696 743	725 112
Insémination et vétérinaire	654 435	642 699	660 425	687 830	700 155
Autres*	3 467 997	3 581 559	3 654 846	3 853 251	4 043 101
Amortissement	4 551 745	4 501 240	4 614 773	4 607 333	4 666 173
Dépenses totales	34 124 119	34 325 455	35 112 729	36 257 676	38 903 370

Source : Statistique Canada, no. 21-012-XIF au catalogue, Statistiques économiques agricoles, mai 2008.

Note : Les montants des dépenses tiennent compte des remises du gouvernement.

*Inclus : Primes de stabilisation, combustibles pour le chauffage, fils et contenants, téléphone, irrigation, travail à forfait et autres dépenses.

Méthodologie sur la situation financière des exploitations agricoles

Tableau B.1 : Dette agricole et Graphique B.1 : Pourcentage de la dette agricole par type de prêteur

Les renseignements concernant la dette agricole et les sources de crédit proviennent de données publiées par la Division de l'agriculture de Statistique Canada, n° 21-014-XIF au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*.

Tableau B.2 : Nombre de faillites agricoles et Graphique B.2 : Répartition des faillites agricoles

Les faillites ne représentent qu'une seule forme d'échec financier, et les statistiques sur les faillites ne rendent compte que d'une petite partie du nombre total d'agriculteurs qui abandonnent l'agriculture en raison de difficultés financières. Les données sur les faillites sont compilées et diffusées chaque mois par le Bureau du Surintendant des faillites.

Tableau B.3 : Portefeuille de prêts de Financement agricole Canada (FAC) et Graphique B.3 : Répartition du montant du portefeuille de prêt de FAC

Les données de Financement agricole Canada (FAC) sur le total des prêts en cours et des prêts approuvés sont tirées du rapport annuel de FAC 2004-2005. Les renseignements sur la répartition provinciale du total des prêts en cours proviennent de FAC.

Tableau B.4 : Nouveaux prêts enregistrés selon la LPAACFC et Graphique B.4 : Répartition du montant des nouveaux prêts enregistrés selon la LPAACFC

Les données sur les nouveaux prêts enregistrés selon la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative (LPAACFC) proviennent des rapports sur le rendement du

ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du Canada portant sur les années 1997-1998 à 2002-2003 et du rapport de l'Administration de la LPAACFC de 2003-2004 et 2004-2005. Les données sur la répartition du montant des nouveaux prêts enregistrés selon la LPAACFC, par province, ont été fournies par l'Administration de la LPAACFC.

Tableau B.5 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements nets, par type de ferme

Les renseignements sur la valeur moyenne de l'actif agricole, de la dette, des nouveaux investissements nets de même que sur l'avoir net par type de ferme proviennent de l'Enquête financière sur les fermes de 2002, 2003 et 2004. L'Enquête financière sur les fermes est réalisée environ tous les deux ans par Statistique Canada pour Agriculture et Agroalimentaire Canada. On y trouve des données recueillies auprès d'un échantillon de fermes dont les revenus agricoles bruts sont de plus de 10 000 \$.

Les nouveaux investissements nets sont les achats de biens en immobilisation desquels on soustrait les ventes de biens en immobilisation. Le revenu net d'exploitation est le revenu agricole brut moins les dépenses.

Graphique B.5 : Taux hypothécaire de FAC et taux d'intérêt préférentiel

Le taux d'intérêt préférentiel du Canada est publié dans la *Revue de la Banque du Canada* (dont l'adresse électronique est www.bank-banque-canada.ca). Le taux hypothécaire de Financement agricole Canada (FAC) est établi pour un terme de cinq ans à un taux fixe plus dix.

**Tableaux B.6 et B.7 : Prix moyens des engrais
et des carburants sélectionnés**

Les données sur les prix des engrais sont fournies à propos du Manitoba et de l'Ontario avec des comparaisons avec les États américains attenants, par des consultants privés en vertu d'un contrat passé avec Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Tableau B.8 : Intrants agricoles

Les dépenses au titre des intrants agricoles tiennent compte des remises du gouvernement. Les remises réduisent certains coûts reliés aux intrants. Les achats entre fermes sont exclus.

Pour une description plus détaillée de la méthodologie empruntée, se référer à la publication de Statistique Canada, n° 21-012-XIF au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*.



SECTION C

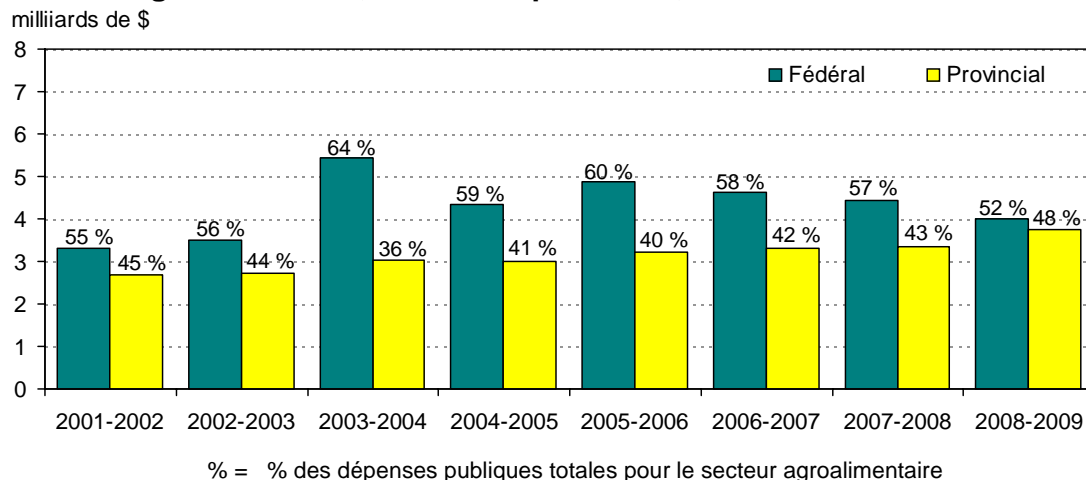
**Dépenses publiques de
soutien au secteur
agroalimentaire**

Tableau C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2001-2002 à 2008-2009

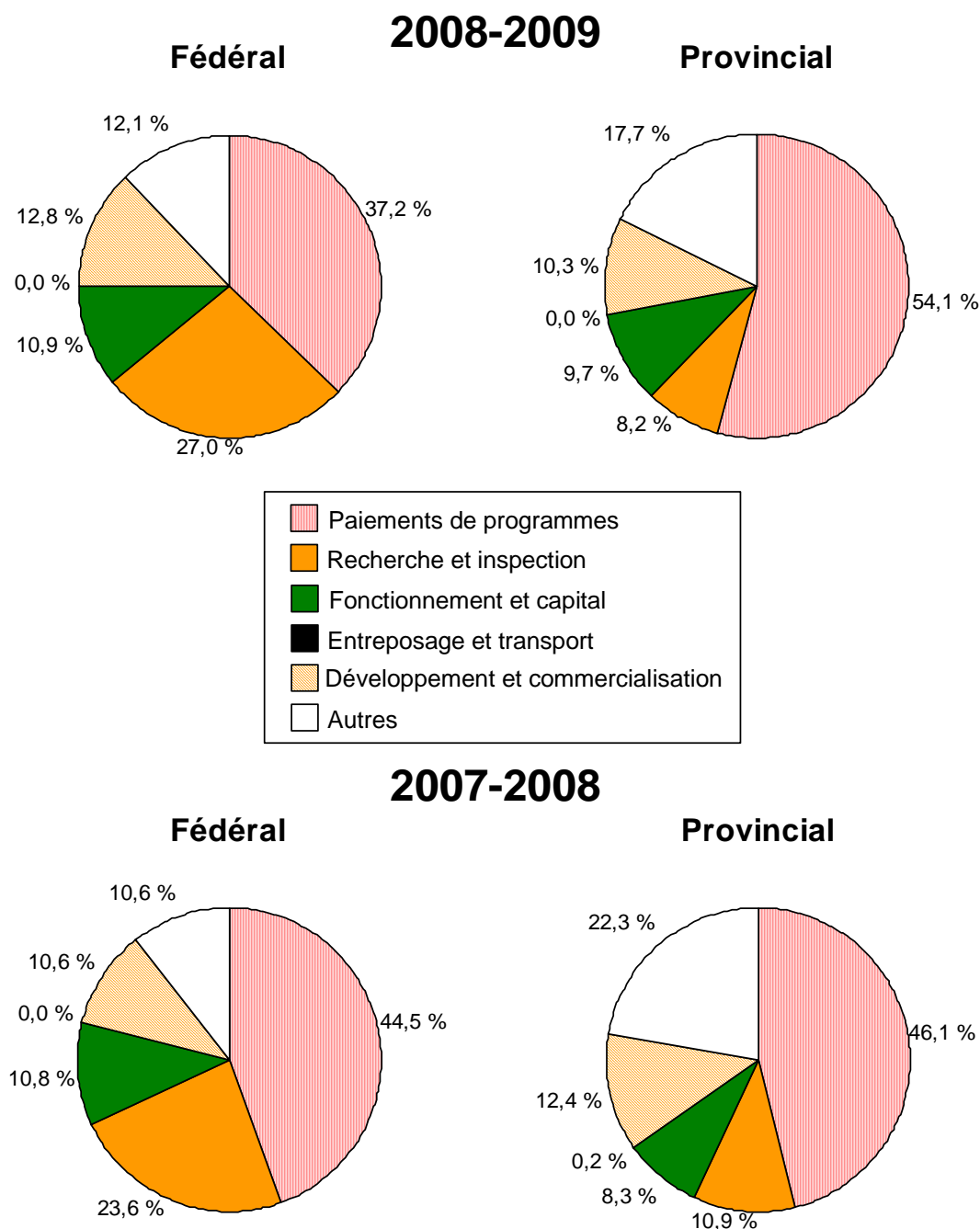
Réparties		2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008 prévisions	2008-2009 estimations
		(000 \$)							
T.-N.-L.	Fédéral	7 693	8 285	6 924	11 596	13 981	9 097	13 337	13 323
	Provincial	9 351	10 532	14 229	10 713	14 872	15 485	18 007	36 833
	% Féd.	45,14	44,03	32,73	51,98	48,46	37,01	42,55	26,56
Î.-P.-É.	Fédéral	39 533	46 007	40 513	46 469	31 225	40 360	35 522	38 602
	Provincial	29 558	29 804	34 463	38 770	31 599	28 268	44 755	31 126
	% Féd.	57,22	60,69	54,03	54,52	49,70	58,81	44,25	55,36
N.-É.	Fédéral	35 607	31 169	40 410	33 813	34 419	42 904	39 550	48 376
	Provincial	44 789	40 672	42 934	49 037	47 333	45 628	66 064	51 807
	% Féd.	44,29	43,39	48,49	40,81	42,10	48,46	37,45	48,29
N.-B.	Fédéral	40 728	30 618	48 208	45 906	33 218	48 481	52 433	49 429
	Provincial	20 814	22 610	23 096	31 962	26 658	25 010	29 297	30 864
	% Féd.	66,18	57,52	67,61	58,95	55,48	65,97	64,15	61,56
Qc	Fédéral	346 802	330 603	587 624	520 878	535 225	527 260	631 854	540 352
	Provincial	591 705	670 114	704 003	708 706	842 392	958 252	1 026 414	1 058 560
	% Féd.	36,95	33,04	45,49	42,36	38,85	35,49	38,10	33,79
Ont.	Fédéral	581 541	588 254	849 771	675 081	803 022	759 047	889 848	792 759
	Provincial	372 421	424 849	455 240	579 508	540 901	513 204	745 041	597 228
	% Féd.	60,96	58,06	65,12	53,81	59,75	59,66	54,43	57,03
Man.	Fédéral	320 443	415 481	515 022	471 276	606 963	521 851	554 953	437 999
	Provincial	165 555	179 213	273 550	204 798	300 319	245 731	251 187	264 516
	% Féd.	65,94	69,86	65,31	69,71	66,90	67,99	68,84	62,35
Sask.	Fédéral	881 124	869 913	1 269 501	984 124	1 144 931	1 071 076	840 414	680 354
	Provincial	501 300	393 007	431 678	458 902	489 963	421 240	390 671	401 027
	% Féd.	63,74	68,88	74,62	68,20	70,03	71,77	68,27	62,92
Alb.	Fédéral	674 849	766 750	1 492 548	891 977	1 054 243	923 821	737 167	732 984
	Provincial	895 355	886 312	975 929	826 089	868 557	967 859	675 533	1 189 470
	% Féd.	42,98	46,38	60,46	51,92	54,83	48,84	52,18	38,13
C.-B.	Fédéral	126 114	101 677	198 824	239 745	162 003	202 859	204 809	201 022
	Provincial	73 007	75 983	61 784	82 162	59 065	77 567	93 388	88 784
	% Féd.	63,34	57,23	76,29	74,48	73,28	72,34	68,68	69,36
Autres	Fédéral	270 146	320 697	392 882	422 042	437 051	473 870	433 310	476 206
	Provincial	-	-	-	-	-	-	-	-
	% Féd.	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	Fédéral	3 324 582	3 509 456	5 442 228	4 342 908	4 856 280	4 620 627	4 433 196	4 011 407
	Provincial	2 703 856	2 733 095	3 016 907	2 990 647	3 221 659	3 298 244	3 340 356	3 750 217
	% Féd.	55,15	56,22	64,34	59,22	60,12	58,35	57,03	51,68

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Graphique C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2001-2002 à 2008-2009



Graphique C.2 : Dépenses publiques fédérales et provinciales par catégorie principale



Paiements des programmes. Comprend le soutien et la stabilisation du revenu, l'aide spéciale et la réduction des coûts, l'assurance production et l'aide au financement.

Recherche et inspection. Comprend les dépenses d'administration (p. ex., les salaires) et de capital ainsi que les subventions et les contributions.

Fonctionnement et capital. Comprend les dépenses générales en administration et en gestion, en politiques, en information et en soutien statistique.

Entreposage et transport. Comprend les paiements des programmes d'entreposage et de transport.

Programmes de commercialisation et de développement. Comprend les dépenses d'administration et de capital ainsi que les subventions et les contributions pour le développement régional, la commercialisation et l'environnement.

Autres. Comprend les paiements pour l'aide alimentaire et internationale, la vulgarisation, l'enseignement, les programmes sociaux et les dépenses fiscales.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2005-2006 à 2008-2009

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2005-2006	2006-2007	2007-2008 prévisions	2008-2009 estimations	2005-2006	2006-2007	2007-2008 prévisions	2008-2009 estimations
	(000 \$)							
CANADA								
A. Dépenses de fonctionnement	652 853	663 249	746 629	781 104	1 391 732	1 520 814	1 528 638	1 448 881
B. Dépenses de capital	107 935	108 217	86 696	83 408	48 620	55 520	52 848	74 410
C. Dépenses de programmes	2 170 258	2 207 571	2 144 226	2 539 539	3 591 151	3 253 077	3 075 075	2 493 831
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	1 193 488	1 307 343	1 153 262	1 634 242	1 158 715	1 952 415	1 215 352	834 301
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	142 458	48 510	44 166	30 718	874 798	100 870	449 833	239 300
c.3 Assurance production	301 492	303 890	284 753	354 284	289 453	285 301	344 611	321 694
c.4 Aide au financement	58 901	70 387	125 862	65 582	23 922	38 026	60 579	98 000
c.5 Entreposage et transport	4 915	6 210	5 351	1 236	12 007	1 132	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	16 557	19 993	18 665	14 135	829	864	833	864
c.7 Recherche	105 425	88 107	134 562	97 273	29 842	70 407	75 886	55 788
c.8 Inspection des aliments	48 959	51 693	70 416	42 545	27 478	19 751	86 894	93 224
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	434 825	471 352	430 340	474 641
c.10 Marketing et commercialisation	30 940	24 881	30 995	31 196	557 322	94 565	71 713	96 876
c.11 Développement rural et régional	67 170	87 752	79 887	71 157	88 365	80 100	79 861	133 381
c.12 Environnement	53 579	52 017	53 847	55 141	71 554	99 219	199 040	136 520
c.13 Enseignement	126 613	121 350	107 722	114 451	91	86	8	44
c.14 Vulgarisation	19 761	25 438	34 737	27 579	21 951	38 989	60 126	9 197
D. Dépenses fiscales	465 001	489 827	513 045	454 057	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	3 396 047	3 468 865	3 490 597	3 858 109	5 031 503	4 829 411	4 656 561	4 017 122
Recouvrements	(174 388)	(170 621)	(150 241)	(107 892)	(175 223)	(208 784)	(223 366)	(5 715)
Total, dépenses nettes	3 221 659	3 298 244	3 340 356	3 750 217	4 856 280	4 620 627	4 433 196	4 011 407
TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR								
A. Dépenses de fonctionnement	7 297	8 639	8 479	11 396	3 653	4 217	4 177	3 988
B. Dépenses de capital	3 048	1 425	2 352	4 353	135	157	150	210
C. Dépenses de programmes	4 528	5 421	7 175	21 084	10 680	5 314	9 650	9 142
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	343	119	79	195	6 164	1 448	4 269	3 763
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	1 496	2 034	2 111	9 842	(9)	(3)	181	362
c.3 Assurance production	22	124	29	24	15	62	43	40
c.4 Aide au financement	-	-	-	-	-	3	1	-
c.5 Entreposage et transport	206	168	343	390	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	-	-	-	-	-	10	3	4
c.7 Recherche	682	439	562	618	1	47	13	157
c.8 Inspection des aliments	-	50	50	230	10	14	27	124
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	476	1 379	2 628	8 321	6	3	4	137
c.11 Développement rural et régional	-	-	-	-	4 328	3 546	4 428	4 137
c.12 Environnement	443	285	365	401	111	128	618	392
c.13 Enseignement	737	701	807	1 062	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	123	122	200	-	55	55	64	26
D. Dépenses fiscales	-	-	-	-	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	14 872	15 485	18 007	36 833	14 469	9 688	13 977	13 340
Recouvrements	-	-	-	-	(487)	(591)	(641)	(16)
Total, dépenses nettes	14 872	15 485	18 007	36 833	13 981	9 097	13 337	13 323

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2005-2006 à 2008-2009 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2005-2006	2006-2007	2007-2008 prévisions	2008-2009 estimations	2005-2006	2006-2007	2007-2008 prévisions	2008-2009 estimations
	(000 \$)							
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD								
A. Dépenses de fonctionnement	10 058	7 373	8 030	8 936	14 306	15 440	15 032	14 330
B. Dépenses de capital	-	-	141	171	503	571	529	741
C. Dépenses de programmes	21 496	18 926	37 474	21 781	18 230	26 495	22 220	23 589
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	8 665	4 490	6 905	5 804	9 175	16 586	4 558	8 274
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	543	450	4 455	530	703	(33)	4 336	2 132
c.3 Assurance production	2 593	3 036	3 304	3 300	2 745	3 984	3 459	3 229
c.4 Aide au financement	595	911	6 136	654	260	671	2 003	2 050
c.5 Entreposage et transport	9	5	9	8	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	-	-	-	-	-	-	-	-
c.7 Recherche	2 062	2 402	2 258	2 391	71	170	479	553
c.8 Inspection des aliments	360	623	2 592	668	685	306	1 556	1 763
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	2 242	2 880	6 132	3 114	423	39	21	854
c.11 Développement rural et régional	-	-	-	-	2 698	2 955	2 915	3 260
c.12 Environnement	787	65	170	70	1 151	1 372	2 239	1 381
c.13 Enseignement	3 217	3 597	3 484	3 512	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	422	467	2 028	1 731	319	445	653	93
D. Dépenses fiscales	1 968	1 968	1 968	1 968	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	33 522	28 268	47 613	32 856	33 039	42 506	37 781	38 660
Recouvrements	(1 924)	-	(2 859)	(1 730)	(1 814)	(2 146)	(2 259)	(58)
Total, dépenses nettes	31 599	28 268	44 755	31 126	31 225	40 360	35 522	38 602
NOUVELLE-ÉCOSSE								
A. Dépenses de fonctionnement	11 432	13 186	13 923	15 314	18 109	20 329	18 927	18 058
B. Dépenses de capital	530	847	786	537	664	749	675	945
C. Dépenses de programmes	34 007	30 251	50 066	34 623	18 038	24 643	22 833	29 447
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	3 520	5 596	3 471	5 969	2 202	13 206	5 294	11 061
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	395	285	520	251	56	(13)	2 975	3 048
c.3 Assurance production	174	234	279	215	277	394	438	408
c.4 Aide au financement	3 442	2 447	15 544	600	53	87	164	1 183
c.5 Entreposage et transport	132	436	434	546	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	-	-	-	-	84	30	19	18
c.7 Recherche	1 000	1 000	1 131	1 000	1 209	1 816	2 043	1 818
c.8 Inspection des aliments	3 922	3 854	4 734	4 021	1 273	197	1 180	2 762
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	3 136	333	4 803	3 902	2 433	32	19	560
c.11 Développement rural et régional	-	-	150	-	5 850	5 878	6 597	6 705
c.12 Environnement	2 611	2 032	1 006	928	4 076	2 643	3 314	1 764
c.13 Enseignement	11 823	11 993	15 476	14 992	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	3 851	2 041	2 518	2 200	524	374	790	119
D. Dépenses fiscales	1 365	1 344	1 290	1 333	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	47 333	45 628	66 064	51 807	36 811	45 722	42 435	48 450
Recouvrements	-	-	-	-	(2 392)	(2 818)	(2 885)	(74)
Total, dépenses nettes	47 333	45 628	66 064	51 807	34 419	42 904	39 550	48 376

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2005-2006 à 2008-2009 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2005-2006	2006-2007	2007-2008 prévisions	2008-2009 estimations	2005-2006	2006-2007	2007-2008 prévisions	2008-2009 estimations
	(000 \$)							
NOUVEAU-BRUNSWICK								
A. Dépenses de fonctionnement	12 187	11 867	12 600	12 556	16 995	18 622	17 892	17 069
B. Dépenses de capital	723	792	693	2 562	614	692	636	891
C. Dépenses de programmes	11 923	10 732	14 258	13 920	17 820	31 770	36 625	31 539
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	7 730	7 463	6 423	6 470	9 150	19 381	18 817	14 626
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	-	-	758	1 500	294	557	3 943	2 380
c.3 Assurance production	1 083	1 045	1 535	1 848	1 517	1 638	2 301	2 148
c.4 Aide au financement	-	-	-	-	290	514	1 031	1 306
c.5 Entreposage et transport	-	200	-	-	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	218	164	219	197	10	51	12	17
c.7 Recherche	248	5	0	130	822	1 457	2 136	666
c.8 Inspection des aliments	191	222	183	250	56	71	611	1 810
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	22	32	1 934	300	376	759	647	1 203
c.11 Développement rural et régional	217	120	123	136	4 548	5 191	5 059	5 608
c.12 Environnement	467	75	1 086	821	626	1 968	1 901	1 663
c.13 Enseignement	1 373	1 043	1 460	1 453	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	375	362	537	815	131	184	166	112
D. Dépenses fiscales	1 879	1 672	1 795	1 837	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	26 712	25 061	29 346	30 875	35 429	51 084	55 153	49 499
Recouvrements	(54)	(52)	(50)	(11)	(2 211)	(2 603)	(2 720)	(70)
Total, dépenses nettes	26 658	25 010	29 297	30 864	33 218	48 481	52 433	49 429
QUÉBEC								
A. Dépenses de fonctionnement	207 334	207 673	202 547	201 637	231 534	254 801	252 663	240 368
B. Dépenses de capital	18 870	19 064	12 808	11 138	8 357	9 424	8 560	12 006
C. Dépenses de programmes	468 498	576 136	649 351	743 926	325 452	298 473	407 079	288 911
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	308 386	385 664	420 890	578 175	204 364	232 131	262 121	143 834
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	7 912	16 818	15 569	1 930	68 378	147	50 205	31 599
c.3 Assurance production	12 318	15 293	17 308	17 129	19 420	22 200	24 964	23 303
c.4 Aide au financement	34 367	48 225	86 376	50 411	3 719	5 581	4 888	7 375
c.5 Entreposage et transport	-	-	-	-	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	3 630	4 408	2 761	350	509	688	753	232
c.7 Recherche	12 798	12 129	13 815	13 670	1 658	3 758	1 096	8 922
c.8 Inspection des aliments	17 169	16 778	18 636	17 528	1 166	1 765	14 336	15 144
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	11 358	9 724	4 009	3 387	1 986	1 969	1 579	9 654
c.11 Développement rural et régional	3 387	2 242	2 944	2 693	11 760	14 074	17 518	25 069
c.12 Environnement	27 075	33 499	32 310	30 572	8 436	9 796	16 163	22 277
c.13 Enseignement	22 597	23 693	24 060	22 194	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	7 501	7 664	10 672	5 887	4 057	6 364	13 454	1 501
D. Dépenses fiscales	147 690	155 380	161 708	101 859	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	842 392	958 252	1 026 414	1 058 560	565 343	562 697	668 303	541 285
Recouvrements	-	-	-	-	(30 119)	(35 437)	(36 449)	(933)
Total, dépenses nettes	842 392	958 252	1 026 414	1 058 560	535 225	527 260	631 854	540 352

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2005-2006 à 2008-2009 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2005-2006	2006-2007	2007-2008 prévisions	2008-2009 estimations	2005-2006	2006-2007	2007-2008 prévisions	2008-2009 estimations
	(000 \$)							
ONTARIO								
A. Dépenses de fonctionnement	114 164	116 182	155 773	182 954	341 703	376 931	368 167	349 844
B. Dépenses de capital	31 827	3 891	3 750	-	12 514	14 086	13 115	18 430
C. Dépenses de programmes	386 669	390 208	555 998	364 690	493 904	421 001	564 210	425 909
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	140 763	239 700	388 000	226 721	222 929	295 743	288 554	182 529
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	124 317	4 256	7 370	8 000	168 127	12 021	94 557	64 187
c.3 Assurance production	26 376	24 044	30 000	31 468	39 670	35 906	49 893	46 575
c.4 Aide au financement	95	3 559	457	412	3 386	6 189	5 637	7 951
c.5 Entreposage et transport	-	-	-	-	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	2 011	4 721	4 964	2 865	70	41	31	354
c.7 Recherche	37 813	40 933	45 258	44 561	10 853	15 093	23 097	13 621
c.8 Inspection des aliments	20 693	11 330	38 590	13 817	12 368	4 936	27 266	19 058
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	1 869	2 269	1 869	3 907	11 782	10 546	7 565	26 541
c.11 Développement rural et régional	10 836	41 648	23 895	12 868	9 692	11 499	15 170	28 793
c.12 Environnement	12 742	9 084	6 817	10 003	11 991	22 085	41 874	34 010
c.13 Enseignement	8 900	8 200	8 200	7 800	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	255	464	580	2 268	3 035	6 943	10 567	2 291
D. Dépenses fiscales	22 009	45 874	46 757	34 752	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	554 669	556 156	762 278	582 396	848 121	812 019	945 492	794 183
Recouvrements	(13 768)	(42 952)	(17 238)	14 832	(45 099)	(52 972)	(55 644)	(1 424)
Total, dépenses nettes	540 901	513 204	745 041	597 228	803 022	759 047	889 848	792 759
MANITOBA								
A. Dépenses de fonctionnement	44 103	47 524	55 330	58 751	151 913	154 410	153 926	145 513
B. Dépenses de capital	4 752	6 241	6 785	7 169	5 144	5 562	5 308	7 492
C. Dépenses de programmes	194 015	130 942	124 124	132 966	468 444	382 795	418 047	285 565
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	143 075	74 280	51 406	51 514	148 654	251 946	198 763	122 821
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	1 484	1 097	1 214	1 182	122 371	22 101	61 260	25 447
c.3 Assurance production	19 778	28 268	37 709	46 558	30 712	42 572	56 359	52 611
c.4 Aide au financement	1 762	1 054	932	1 359	11 278	8 609	18 205	29 539
c.5 Entreposage et transport	-	-	-	-	2 146	181	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	44	44	44	44	12	-	6	142
c.7 Recherche	1 201	1 201	1 201	1 201	10 367	5 114	18 846	5 465
c.8 Inspection des aliments	3 799	3 077	2 787	2 825	679	5 602	6 866	10 008
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	1 159	1 930	2 000	2 000	122 595	16 655	11 401	14 235
c.11 Développement rural et régional	12 064	11 146	14 120	14 305	12 210	7 938	6 064	10 731
c.12 Environnement	1 807	1 225	4 463	3 859	5 086	18 187	35 523	13 646
c.13 Enseignement	7 474	7 278	7 881	7 753	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	368	342	368	368	2 333	3 890	4 754	919
D. Dépenses fiscales	60 660	64 237	67 837	69 462	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	303 529	248 945	254 075	268 348	625 501	542 767	577 280	438 570
Recouvrements	(3 210)	(3 213)	(2 888)	(3 832)	(18 538)	(20 916)	(22 327)	(571)
Total, dépenses nettes	300 319	245 731	251 187	264 516	606 963	521 851	554 953	437 999

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2005-2006 à 2008-2009 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2005-2006	2006-2007	2007-2008 prévisions	2008-2009 estimations	2005-2006	2006-2007	2007-2008 prévisions	2008-2009 estimations
	(000 \$)							
SASKATCHEWAN								
A. Dépenses de fonctionnement	41 838	43 805	44 911	49 346	229 697	249 451	271 432	255 366
B. Dépenses de capital	81	2 003	2 804	2 841	7 252	8 713	9 068	12 859
C. Dépenses de programmes	398 826	309 693	267 137	273 059	934 118	845 678	597 719	413 097
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	259 756	158 776	115 798	91 462	217 165	567 367	237 513	141 841
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	91	15 674	54	38	318 797	52 947	126 457	50 909
c.3 Assurance production	72 134	54 554	71 937	98 429	98 928	90 609	111 508	104 092
c.4 Aide au financement	10 713	11 319	14 385	10 906	2 910	10 911	19 780	35 285
c.5 Entreposage et transport	4 567	5 401	4 565	292	5 856	580	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	73	71	77	81	-	-	-	-
c.7 Recherche	19 278	14 756	13 479	17 031	2 063	37 568	8 683	9 254
c.8 Inspection des aliments	2 483	9 385	2 895	2 362	761	1 821	8 702	13 997
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	1 423	4 826	3 968	4 478	246 794	35 322	24 322	16 097
c.11 Développement rural et régional	26 786	29 604	35 705	38 205	21 686	13 008	5 913	16 915
c.12 Environnement	386	3 902	3 288	7 487	13 648	23 420	38 871	23 106
c.13 Enseignement	50	398	166	118	91	86	8	44
c.14 Vulgarisation	1 086	1 027	821	2 170	5 419	12 038	15 963	1 557
D. Dépenses fiscales	113 986	111 640	131 846	131 346	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	554 730	467 141	446 698	456 592	1 171 067	1 103 842	878 219	681 322
Recouvrements	(64 767)	(45 901)	(56 027)	(55 565)	(26 135)	(32 766)	(37 805)	(967)
Total, dépenses nettes	489 963	421 240	390 671	401 027	1 144 931	1 071 076	840 414	680 354
ALBERTA								
A. Dépenses de fonctionnement	181 043	181 546	207 885	201 205	288 762	323 716	328 408	310 833
B. Dépenses de capital	46 715	71 235	49 180	46 543	9 920	11 677	11 276	15 895
C. Dépenses de programmes	622 965	692 798	396 729	898 742	791 311	632 339	445 030	407 473
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	302 027	411 666	130 470	643 000	304 111	465 866	139 551	160 852
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	6 220	1 705	11 716	6 845	194 103	13 062	87 309	46 307
c.3 Assurance production	161 614	169 092	114 452	148 313	88 650	80 166	87 300	81 494
c.4 Aide au financement	7 927	2 872	2 033	1 241	1 843	5 296	8 626	11 553
c.5 Entreposage et transport	-	-	-	-	3 921	364	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	10 582	10 585	10 600	10 600	120	6	-	-
c.7 Recherche	29 721	14 975	56 859	16 671	2 355	4 160	19 337	11 638
c.8 Inspection des aliments	-	-	-	-	1 185	2 792	21 264	21 135
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	8 280	471	502	511	163 495	26 388	24 113	20 916
c.11 Développement rural et régional	13 880	2 846	2 950	2 950	11 817	11 145	8 909	22 560
c.12 Environnement	7 260	1 632	4 041	1 000	14 322	15 268	35 793	29 060
c.13 Enseignement	70 443	64 302	46 188	55 567	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	5 011	12 652	16 918	12 044	5 389	7 825	12 828	1 958
D. Dépenses fiscales	108 499	100 783	92 918	104 567	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	959 222	1 046 362	746 713	1 251 056	1 089 993	967 731	784 713	734 200
Recouvrements	(90 665)	(78 503)	(71 180)	(61 586)	(35 750)	(43 910)	(47 546)	(1 216)
Total, dépenses nettes	868 557	967 859	675 533	1 189 470	1 054 243	923 821	737 167	732 984

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2005-2006 à 2008-2009 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2005-2006	2006-2007	2007-2008 prévisions	2008-2009 estimations	2005-2006	2006-2007	2007-2008 prévisions	2008-2009 estimations
	(000 \$)							
COLOMBIE-BRITANNIQUE								
A. Dépenses de fonctionnement	23 398	25 454	37 151	39 010	95 041	102 897	98 015	93 512
B. Dépenses de capital	1 389	2 720	7 397	8 093	3 518	3 889	3 531	4 943
C. Dépenses de programmes	27 333	42 464	41 914	34 748	76 122	110 698	118 353	102 953
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	19 224	19 589	29 819	24 932	33 929	87 969	55 644	44 694
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	-	6 191	400	600	1 974	87	18 604	12 927
c.3 Assurance production	5 400	8 200	8 200	7 000	7 521	7 770	8 347	7 792
c.4 Aide au financement	-	-	-	-	197	169	242	1 805
c.5 Entreposage et transport	-	-	-	-	83	7	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	-	-	-	-	24	38	9	96
c.7 Recherche	622	268	-	-	143	1 163	95	3 694
c.8 Inspection des aliments	342	6 374	(50)	845	9 296	2 247	5 085	7 423
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	975	1 037	3 150	1 276	7 101	2 524	1 781	6 161
c.11 Développement rural et régional	-	145	-	-	3 063	3 505	4 981	8 516
c.12 Environnement	-	217	300	-	12 104	4 348	22 677	9 223
c.13 Enseignement	-	146	-	-	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	770	296	95	95	688	870	887	621
D. Dépenses fiscales	6 945	6 929	6 926	6 933	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	59 065	77 567	93 388	88 784	174 681	217 483	219 899	201 408
Recouvrements	-	-	-	-	(12 678)	(14 624)	(15 090)	(386)
Total, dépenses nettes	59 065	77 567	93 388	88 784	162 003	202 859	204 809	201 022

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2005-2006 à 2008-2009

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2005-2006	2006-2007	2007-2008 prévisions	2008-2009 estimations	2005-2006	2006-2007	2007-2008 prévisions	2008-2009 estimations
	(000 \$)							
CANADA								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	26 722	23 138	13 525	16 835	302 636	258 827	257 305	275 203
- capital	34 584	4 879	5 042	1 979	7 796	13 874	11 652	8 945
- programme	105 425	88 107	134 562	97 273	29 842	70 407	75 886	55 788
Total, Recherche	166 731	116 125	153 130	116 088	340 274	343 107	344 843	339 936
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	82 674	132 876	149 909	150 129	597 325	620 241	647 803	611 650
- capital	815	3 180	6 652	8 205	17 431	21 386	20 345	41 528
- programme	48 959	51 693	70 416	42 545	27 478	19 751	86 894	93 224
Total, Inspection	132 448	187 749	226 976	200 879	642 234	661 378	755 043	746 402
TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	-	-	-	1 000	842	733	738	789
- capital	6	5	3	127	22	39	33	26
- programme	682	439	562	618	1	47	13	157
Total, Recherche	689	444	565	1 745	864	820	784	972
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	1 308	1 623	1 773	2 012	1 585	1 687	1 739	1 667
- capital	5	12	51	151	48	61	57	115
- programme	-	50	50	230	10	14	27	124
Total, Inspection	1 313	1 685	1 873	2 393	1 643	1 761	1 823	1 906
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	114	-	-	-	3 133	2 660	2 602	2 783
- capital	-	-	-	-	81	143	118	90
- programme	2 062	2 402	2 258	2 391	71	170	479	553
Total, Recherche	2 176	2 402	2 258	2 391	3 284	2 973	3 199	3 427
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	2 690	2 008	2 426	2 447	5 934	6 149	6 174	5 908
- capital	-	-	81	81	180	220	200	408
- programme	360	623	2 592	668	685	306	1 556	1 763
Total, Inspection	3 050	2 632	5 099	3 196	6 799	6 675	7 930	8 079

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2005-2006 à 2008-2009 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2005-2006	2006-2007	2007-2008 prévisions	2008-2009 estimations	2005-2006	2006-2007	2007-2008 prévisions	2008-2009 estimations
	(000 \$)							
NOUVELLE-ÉCOSSE								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	-	-	26	-	4 131	3 494	3 324	3 555
- capital	-	-	-	-	106	187	151	116
- programme	1 000	1 000	1 131	1 000	1 209	1 816	2 043	1 818
Total, Recherche	1 000	1 000	1 157	1 000	5 447	5 497	5 518	5 489
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	1 495	2 252	2 407	2 315	7 799	8 051	7 849	7 520
- capital	-	-	-	-	238	289	255	520
- programme	3 922	3 854	4 734	4 021	1 273	197	1 180	2 762
Total, Inspection	5 417	6 106	7 141	6 336	9 310	8 537	9 284	10 802
NOUVEAU-BRUNSWICK								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	767	630	674	592	3 819	3 227	3 134	3 352
- capital	32	35	12	3	98	173	142	109
- programme	248	5	0	130	822	1 457	2 136	666
Total, Recherche	1 046	670	686	724	4 739	4 857	5 411	4 126
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	2 725	2 865	2 904	2 649	7 207	7 435	7 395	7 086
- capital	63	228	72	1 993	220	267	240	490
- programme	191	222	183	250	56	71	611	1 810
Total, Inspection	2 979	3 315	3 159	4 892	7 483	7 773	8 247	9 387
QUÉBEC								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	6 537	6 207	5 206	4 295	52 019	43 931	41 987	44 908
- capital	-	-	-	-	1 340	2 355	1 901	1 460
- programme	12 798	12 129	13 815	13 670	1 658	3 758	1 096	8 922
Total, Recherche	19 335	18 336	19 020	17 965	55 017	50 044	44 984	55 289
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	33 067	31 861	33 849	32 926	99 742	102 595	101 369	96 623
- capital	-	-	-	-	2 996	3 630	3 256	6 640
- programme	17 169	16 778	18 636	17 528	1 166	1 765	14 336	15 144
Total, Inspection	50 236	48 638	52 485	50 453	103 903	107 989	118 961	118 407

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2005-2006 à 2008-2009 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2005-2006	2006-2007	2007-2008 prévisions	2008-2009 estimations	2005-2006	2006-2007	2007-2008 prévisions	2008-2009 estimations
	(000 \$)							
ONTARIO								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	-	-	-	3 002	77 893	65 668	64 099	68 558
- capital	31 827	3 891	3 750	-	2 006	3 520	2 903	2 228
- programme	37 813	40 933	45 258	44 561	10 853	15 093	23 097	13 621
Total, Recherche	69 640	44 824	49 008	47 563	90 753	84 281	90 099	84 407
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	-	31 357	38 860	38 224	151 513	155 214	157 967	149 868
- capital	-	-	-	-	4 486	5 426	5 018	10 238
- programme	20 693	11 330	38 590	13 817	12 368	4 936	27 266	19 058
Total, Inspection	20 693	42 687	77 450	52 041	168 367	165 576	190 251	179 163
MANITOBA								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	-	-	-	-	32 018	25 929	25 719	27 508
- capital	-	-	-	-	825	1 390	1 165	894
- programme	1 201	1 201	1 201	1 201	10 367	5 114	18 846	5 465
Total, Recherche	1 201	1 201	1 201	1 201	43 211	32 433	45 729	33 867
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	6 858	7 005	8 889	9 245	64 997	63 339	66 484	62 410
- capital	200	200	200	200	1 844	2 142	2 059	4 205
- programme	3 799	3 077	2 787	2 825	679	5 602	6 866	10 008
Total, Inspection	10 857	10 282	11 876	12 269	67 520	71 083	75 409	76 623
SASKATCHEWAN								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	679	695	671	988	45 140	40 619	43 549	46 579
- capital	-	-	-	-	1 163	2 177	1 972	1 514
- programme	19 278	14 756	13 479	17 031	2 063	37 568	8 683	9 254
Total, Recherche	19 957	15 451	14 150	18 019	48 365	80 364	54 204	57 347
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	3 354	2 751	3 650	3 853	94 168	102 289	118 053	109 698
- capital	-	-	-	-	2 600	3 356	3 567	7 293
- programme	2 483	9 385	2 895	2 362	761	1 821	8 702	13 997
Total, Inspection	5 837	12 136	6 545	6 215	97 530	107 466	130 322	130 988

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2005-2006 à 2008-2009 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2005-2006	2006-2007	2007-2008 prévisions	2008-2009 estimations	2005-2006	2006-2007	2007-2008 prévisions	2008-2009 estimations
	(000 \$)							
ALBERTA								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	18 625	15 606	6 948	6 959	61 745	54 435	54 770	58 580
- capital	2 460	668	1 000	1 850	1 590	2 918	2 480	1 904
- programme	29 721	14 975	56 859	16 671	2 355	4 160	19 337	11 638
Total, Recherche	50 806	31 249	64 807	25 480	65 690	61 513	76 588	72 123
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	29 572	46 186	49 030	51 157	123 033	131 683	139 677	131 507
- capital	548	739	848	380	3 556	4 498	4 357	8 896
- programme	-	-	-	-	1 185	2 792	21 264	21 135
Total, Inspection	30 120	46 925	49 878	51 537	127 774	138 973	165 297	161 538
COLOMBIE-BRITANNIQUE								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	-	-	-	-	21 896	18 129	17 382	18 591
- capital	259	281	277	-	564	972	787	604
- programme	622	268	-	-	143	1 163	95	3 694
Total, Recherche	881	549	277	-	22 603	20 264	18 265	22 889
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	1 604	4 969	6 121	5 300	41 348	41 799	41 097	39 363
- capital	-	2 000	5 400	5 400	1 261	1 498	1 335	2 722
- programme	342	6 374	(50)	845	9 296	2 247	5 085	7 423
Total, Inspection	1 947	13 343	11 471	11 546	51 905	45 544	47 517	49 508

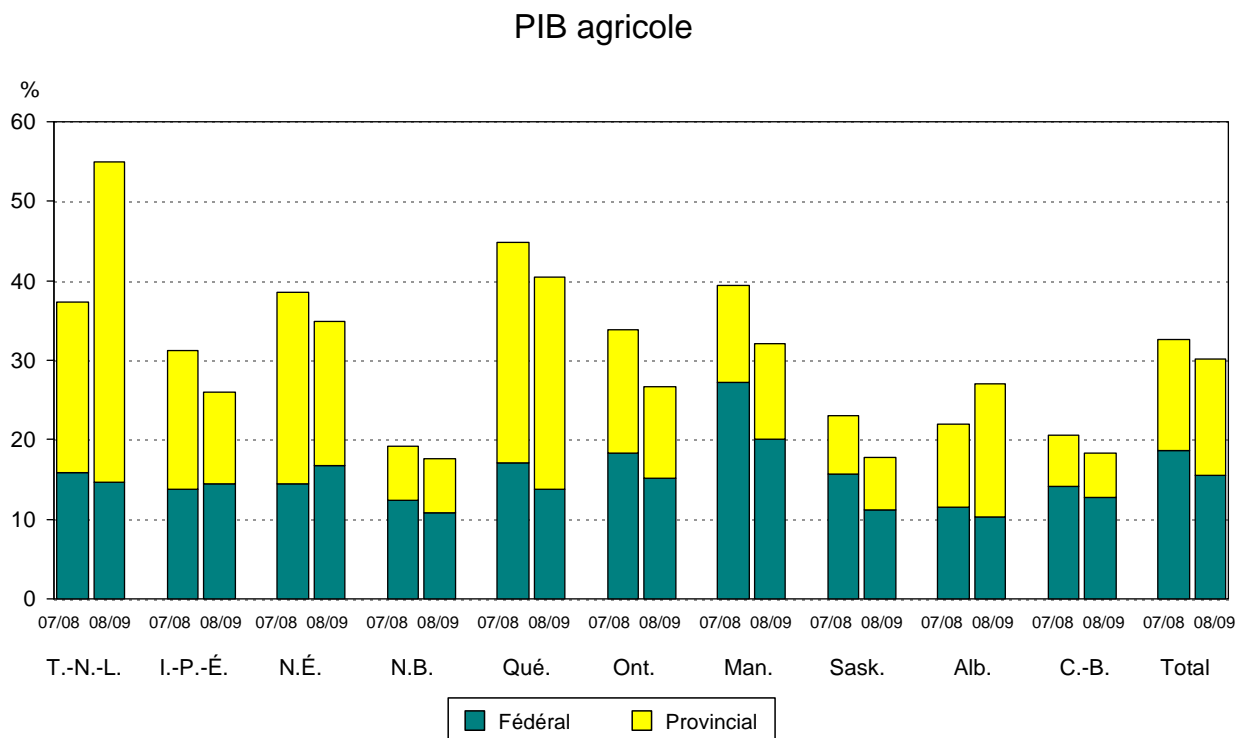
Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.4 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage des PIB agricole et agroalimentaire, Canada et provinces, 2005-2006 à 2008-2009

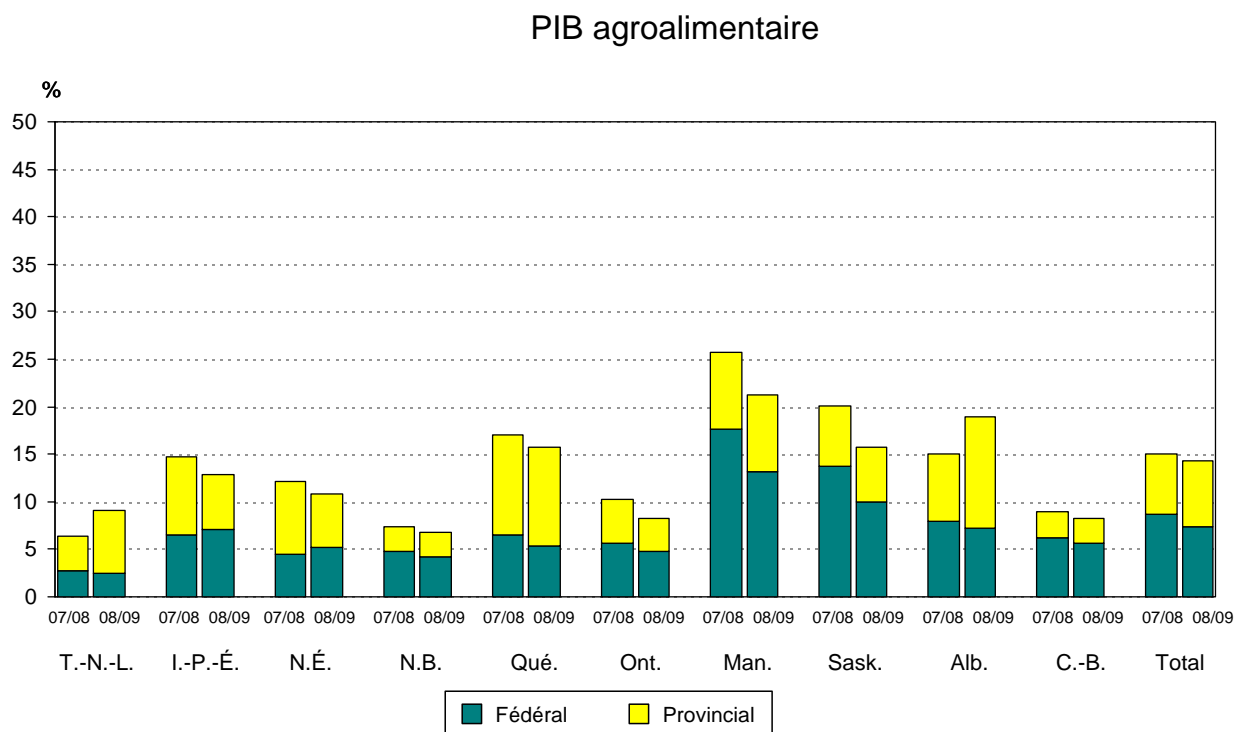
	Agriculture				Agroalimentaire			
	2005-2006	2006-2007	2007-2008 prévisions	2008-2009 estimations	2005-2006	2006-2007	2007-2008 prévisions	2008-2009 estimations
TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR								
PIB provincial (millions de \$)	65,3	80,3	83,9	91,4	424,6	465,2	491,3	553,5
Fédéral (%)	21,4	11,3	15,9	14,6	3,3	2,0	2,7	2,4
Provincial (%)	22,8	19,3	21,5	40,3	3,5	3,3	3,7	6,7
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD								
PIB provincial (millions de \$)	243,9	257,0	257,6	267,3	469,5	505,9	544,5	542,1
Fédéral (%)	12,8	15,7	13,8	14,4	6,7	8,0	6,5	7,1
Provincial (%)	13,0	11,0	17,4	11,6	6,7	5,6	8,2	5,7
NOUVELLE-ÉCOSSE								
PIB provincial (millions de \$)	269,4	269,4	274,4	287,8	848,3	853,2	870,4	932,9
Fédéral (%)	12,8	15,9	14,4	16,8	4,1	5,0	4,5	5,2
Provincial (%)	17,6	16,9	24,1	18,0	5,6	5,3	7,6	5,6
NOUVEAU-BRUNSWICK								
PIB provincial (millions de \$)	389,5	421,0	424,8	457,0	992,3	1 089,9	1 126,8	1 189,8
Fédéral (%)	8,5	11,5	12,3	10,8	3,3	4,4	4,7	4,2
Provincial (%)	6,8	5,9	6,9	6,8	2,7	2,3	2,6	2,6
QUÉBEC								
PIB provincial (millions de \$)	3 446,9	3 529,4	3 690,2	3 955,1	8 707,3	9 169,3	9 770,0	10 215,5
Fédéral (%)	15,5	14,9	17,1	13,7	6,1	5,8	6,5	5,3
Provincial (%)	24,4	27,2	27,8	26,8	9,7	10,5	10,5	10,4
ONTARIO								
PIB provincial (millions de \$)	4 852,8	4 971,5	4 831,2	5 199,8	15 436,6	16 112,4	15 958,1	16 698,5
Fédéral (%)	16,5	15,3	18,4	15,2	5,2	4,7	5,6	4,7
Provincial (%)	11,1	10,3	15,4	11,5	3,5	3,2	4,7	3,6
MANITOBA								
PIB provincial (millions de \$)	1 721,9	1 984,8	2 040,9	2 187,5	2 653,0	3 005,9	3 134,4	3 315,2
Fédéral (%)	35,3	26,3	27,2	20,0	22,9	17,4	17,7	13,2
Provincial (%)	17,4	12,4	12,3	12,1	11,3	8,2	8,0	8,0
SASKATCHEWAN								
PIB provincial (millions de \$)	4 872,5	4 920,6	5 364,2	6 090,8	5 391,9	5 594,1	6 134,6	6 879,7
Fédéral (%)	23,5	21,8	15,7	11,2	21,2	19,1	13,7	9,9
Provincial (%)	10,1	8,6	7,3	6,6	9,1	7,5	6,4	5,8
ALBERTA								
PIB provincial (millions de \$)	6 496,4	6 055,2	6 421,4	7 113,8	8 889,3	8 600,0	9 341,2	10 158,7
Fédéral (%)	16,2	15,3	11,5	10,3	11,9	10,7	7,9	7,2
Provincial (%)	13,4	16,0	10,5	16,7	9,8	11,3	7,2	11,7
COLOMBIE-BRITANNIQUE								
PIB provincial (millions de \$)	1 374,0	1 383,8	1 452,9	1 579,4	3 051,6	3 202,5	3 318,3	3 520,5
Fédéral (%)	11,8	14,7	14,1	12,7	5,3	6,3	6,2	5,7
Provincial (%)	4,3	5,6	6,4	5,6	1,9	2,4	2,8	2,5
CANADA								
PIB fédéral (millions de \$)	23 057,0	23 202,9	23 792,9	25 678,2	47 628,4	49 432,4	51 302,4	54 392,0
Fédéral (%)	21,1	19,9	18,6	15,6	10,2	9,3	8,6	7,4
Provincial (%)	14,0	14,2	14,0	14,6	6,8	6,7	6,5	6,9

Sources : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques et Conference Board du Canada pour les données sur le PIB.

Graphique C.3 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage des PIB agricole et agroalimentaire



Sources : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques et le Conference Board du Canada pour les données sur le PIB.



Sources : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques et le Conference Board du Canada pour les données sur le PIB.

Tableau C.5 : PIB total et dépenses publiques totales, Canada et provinces, 2005-2006 à 2008-2009

	PIB Total				Dépenses totales			
	2005-2006	2006-2007	2007-2008 prévisions	2008-2009 estimations	2005-2006	2006-2007	2007-2008 prévisions	2008-2009 estimations
TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR								
Total provincial (millions de \$)	20 832	24 776	27 951	30 016	4 885	4 963	4 976	6 128
PIB agroalim. en % du PIB total	2,04	1,88	1,76	1,84				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,30	0,31	0,36	0,60
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD								
Total provincial (millions de \$)	3 757	3 930	4 165	4 337	1 169	1 207	1 265	1 346
PIB agroalim. en % du PIB total	12,50	12,87	13,07	12,50				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					2,70	2,34	3,54	2,31
NOUVELLE-ÉCOSSE								
Total provincial (millions de \$)	29 021	29 357	30 942	32 483	5 611	6 000	6 563	6 844
PIB agroalim. en % du PIB total	2,92	2,91	2,81	2,87				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,84	0,76	1,01	0,76
NOUVEAU-BRUNSWICK								
Total provincial (millions de \$)	22 385	23 322	24 561	26 091	6 088	6 404	6 876	7 085
PIB agroalim. en % du PIB total	4,43	4,67	4,59	4,56				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,44	0,39	0,43	0,44
QUÉBEC								
Total provincial (millions de \$)	256 351	267 890	282 255	293 074	54 509	58 736	61 638	63 855
PIB agroalim. en % du PIB total	3,40	3,42	3,46	3,49				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					1,55	1,63	1,67	1,66
ONTARIO								
Total provincial (millions de \$)	501 680	522 994	546 041	564 373	83 927	88 128	95 963	96 170
PIB agroalim. en % du PIB total	3,08	3,08	2,92	2,96				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,64	0,58	0,78	0,62
MANITOBA								
Total provincial (millions de \$)	39 689	42 646	46 185	49 174	8 284	8 728	8 350	9 864
PIB agroalim. en % du PIB total	6,68	7,05	6,79	6,74				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					3,63	2,82	3,01	2,68
SASKATCHEWAN								
Total provincial (millions de \$)	42 205	44 715	50 520	57 486	8 787	8 389	8 702	9 106
PIB agroalim. en % du PIB total	12,78	12,51	12,14	11,97				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					5,58	5,02	4,49	4,40
ALBERTA								
Total provincial (millions de \$)	221 052	237 540	257 319	286 832	26 991	29 671	33 149	33 783
PIB agroalim. en % du PIB total	4,02	3,62	3,63	3,54				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					3,22	3,26	2,04	3,52
COLOMBIE-BRITANNIQUE								
Total provincial (millions de \$)	158 784	167 846	177 032	184 555	27 392	28 209	29 775	31 407
PIB agroalim. en % du PIB total	1,92	1,91	1,87	1,91				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,22	0,27	0,31	0,28
TOTAL - PROVINCIAL								
Total provincial (millions de \$)	1 295 756	1 365 014	1 446 972	1 528 422	227 643	240 436	257 255	265 589
PIB agroalim. en % du PIB total	3,62	3,56	3,50	3,53				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					1,42	1,37	1,30	1,41
CANADA - FÉDÉRAL								
Total fédéral (millions de \$)	1 302 621	1 372 239	1 454 725	1 536 083	208 985	222 213	210 311	220 611
PIB agroalim. en % du PIB total	3,66	3,60	3,53	3,54				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					2,32	2,08	2,11	1,82

Sources : Comptes publics / Documents de budget et Conference Board du Canada pour les données sur le PIB.

Méthodologie des dépenses publiques

Définition des dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire

Les dépenses publiques (DP) permettent d'évaluer ce que les gouvernements consacrent au soutien du secteur agroalimentaire (agriculture primaire, industrie de l'agrofourmure et transformation des aliments et des boissons mais excluant les dépenses reliées à l'aquaculture et la transformation du poisson) au cours d'un exercice financier. Elles englobent les frais assumés pour l'acquisition de biens et de services et les sommes payées directement ou indirectement à des particuliers, à des organismes ou à d'autres entités du secteur agroalimentaire à titre de paiements de transferts ou dans le cadre de programmes mis sur pied par le gouvernement fédéral ou les gouvernements provinciaux. Elles tiennent compte aussi des transferts aux sociétés d'État et des transferts effectués entre les ministères et entre les ordres de gouvernement. Les renseignements concernant les dépenses publiques proviennent de documents divers et de données fournies par des agents de différents ministères. Les sources sont les comptes publics, les budgets et/ou les plans de dépenses fédéraux et provinciaux, Statistique Canada ainsi que des rapports internes reliés aux activités agroalimentaires, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des ministères de l'agriculture.

Comptabilité d'exercice : Depuis l'année financière 2001-2002, les gouvernements fédéral et provinciaux ont adopté la comptabilité d'exercice intégrale, qui est conforme aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) et qui est acceptée à l'échelle mondiale comme un ensemble de normes générales d'enregistrement et de préparation de rapports sur les transactions financières. Elle a aussi l'approbation de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA). Ce changement affecte les DP au niveau de la capitalisation des immobilisations. Ainsi, les dépenses en immobilisations tiennent compte des charges d'amortissement des immobilisations au cours de leur vie utile.

Traitement des déficits et des surplus de programmes : Les déficits de programmes ainsi que les remises et les réductions de dettes d'aide alimentaire à l'étranger sont comptabilisés dans la série de dépenses publiques durant l'année où ils

sont inscrits aux comptes publics. Les déficits provenant des programmes et les prêts en défaut qui ne sont pas encore reconnus par un transfert de fonds des gouvernements sont exclus des estimations des dépenses. Lorsque des surplus de caisse provenant de programmes financés par les gouvernements sont retournés aux deux ordres de gouvernement au terme d'un programme, les remises ou les recouvrements sont comptabilisés durant l'année où ils sont inscrits dans les documents officiels.

Traitement des sociétés d'État : Seuls les transferts de fonds des gouvernements vers les sociétés d'État sont inclus dans les estimations des dépenses. Les dépenses, les recettes, les pertes et les déficits courants des sociétés d'État sont exclus.

Dépenses à l'étranger : Les dépenses consacrées à l'aide alimentaire et au soutien d'organisations agricoles internationales ne sont incluses que dans les dépenses fédérales totales et dites «à l'étranger». C'est pourquoi la somme des dépenses fédérales par province diffère du total fédéral. Ces dépenses «à l'étranger» comprennent l'achat de biens agricoles canadiens pour distribution à l'étranger et les fonds versés à des organismes agricoles internationaux.

Traitement des comptes de programmes spéciaux : Dans le cas de programmes gérés par un fonds financé à même les contributions gouvernementales ainsi que celles des producteurs, seules les contributions gouvernementales au fonds et aux frais d'administration sont incluses dans les dépenses. La part des producteurs et les paiements qui leur sont versés ne sont pas inclus. Citons en exemple l'assurance-récolte/production et le Compte de stabilisation du revenu net (CSRN).

Traitement des prêts et des avances : Les prêts et les avances accordés aux producteurs et aux organismes ne sont pas inclus puisqu'ils finiront par être remboursés. Cependant, les subventions d'intérêts et les non-paiements de prêts sont inclus, tels qu'inscrits aux comptes publics, étant à ce titre considérés comme des coûts assumés par les gouvernements. La méthode de comptabilité d'exercice prévoit également des provisions pour créances douteuses et des provisions pour moins-value qui

font partie des estimations des DP. De la même façon, des provisions pour pertes probables sur des garanties de prêt émises par le gouvernement sont établies chaque fois que le recouvrement est considéré douteux et ces dépréciations font maintenant partie des estimations des DP.

Recouvrement des gouvernements : Les recouvrements des dépenses des gouvernements incluent les droits payés par les utilisateurs pour des services, les licences et les permis, les locations et les crédits-bails, les ventes et les redevances, les ventes de terrains, les transferts d'un ordre de gouvernement à un autre, le remboursement des dépenses d'exercices précédents et les recouvrements d'exercices précédents, y compris la part des gouvernements au titre des surplus de programmes, et des autres recouvrements divers. Ces recouvrements sont imputés aux dépenses des programmes ou aux dépenses totales afin qu'on puisse estimer la valeur nette des dépenses. Les remboursements de prêts et d'avances, et les revenus de placement ne sont pas inclus dans les recouvrements.

Traitement des dépenses fiscales : Les dépenses fiscales provinciales se limitent aux rabais et aux exemptions sur la taxe des carburants, ainsi qu'aux rabais sur la taxe foncière. Les taxes de vente et les impôts sur le revenu ne sont pas inclus dans les estimations fédérales et provinciales.

Tableau C.1 et Graphique C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire

Les chiffres inclus dans ce tableau représentent les dépenses publiques de différents ministères comme Agriculture et Agroalimentaire Canada, Santé Canada, Transports Canada, Industrie Canada et le ministère des Finances. Ces chiffres incluent également les dépenses publiques des différents ministères provinciaux.

Répartition des dépenses fédérales

- Les dépenses fédérales par province n'existent que pour certains programmes. Lorsque l'attribution de ces dépenses fédérales doit être effectuée par province, on utilise les méthodes expliquées ci-après.

- Les dépenses au titre des programmes, qui ne sont pas disponibles dans les documents du budget ou des plans de dépenses, sont estimées selon la moyenne de ces dépenses au cours des trois dernières années dans chacune des provinces.
- Les dépenses de fonctionnement et de capital établies au préalable dans les provinces en se fondant sur les centres d'administration ou simplement attribuées à la région de la capitale nationale, ainsi que les transferts effectués aux organismes nationaux, sont répartis entre les provinces comme suit :
 - les dépenses de fonctionnement et de capital de l'Administration du rétablissement agricole des Prairies ainsi que celles de la Direction générale des Services à l'industrie et aux marchés sont réparties par province, au prorata des paiements versés par ces organisations en vertu de leurs programmes respectifs, en supposant que ces dépenses sont proportionnelles à celles des programmes;
 - toutes les autres dépenses de fonctionnement et de capital ainsi que les transferts aux organismes nationaux sont répartis par province en utilisant la moyenne mobile de trois ans de la répartition provinciale des recettes totales du marché (RTM) ou des recettes de marché provenant de productions particulières, lorsque plus approprié. Les niveaux relatifs de RTM sont par conséquent utilisés comme valeur d'approximation des avantages relatifs tirés de ces programmes par chaque province. Par exemple, la distribution provinciale des recettes totales de marché provenant des céréales et des oléagineux est utilisée pour répartir entre les provinces les dépenses de fonctionnement et de capital de la Commission canadienne des grains. Le ratio basé sur les RTM n'est utilisé qu'à partir de l'année 2000-2001 alors que pour les années précédentes, c'est le ratio basé sur les recettes monétaires totales qui est utilisé;
 - à l'exception des dépenses en vertu du Programme d'aide de transition au transport des marchandises dans la région Atlantique, toutes les dépenses liées au transport sont réparties entre les provinces en se basant sur les volumes expédiés par voie ferroviaire dans chaque province.

- La catégorie Autres inclut les dépenses au Yukon, aux Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut et à l'étranger pour l'aide alimentaire, de même que les dépenses aux organismes internationaux.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire par catégorie

Les dépenses de fonctionnement incluent toutes les dépenses associées au fonctionnement quotidien du Ministère, y compris les salaires, les avantages sociaux, les voyages, l'achat de biens et de services ainsi que les frais reliés à l'administration des divers programmes provenant de différents ministères.

Les dépenses de capital incluent les frais d'acquisition, de construction et de rénovation des bâtiments ainsi que l'achat d'éléments d'actif tels que le terrain, la propriété, le gros équipement et l'ameublement. Sont également inclus les coûts d'amortissement des immobilisations répartis sur leur durée de vie utile.

Les dépenses de programmes comprennent les sommes remises directement ou indirectement aux personnes, aux organismes ou à d'autres entités du secteur agricole à titre de paiement de transfert ou dans le cadre de programmes en cours mis sur pied par les ministères fédéraux et/ou provinciaux.

- **Les programmes de soutien et de stabilisation du revenu** comprennent les subventions et les contributions versées dans le cadre de programmes tels que le PCSRA, CSRN, les subventions laitières, les programmes de protection du revenu, la majorité des programmes complémentaires et les programmes provinciaux de stabilisation du revenu.
- **Les programmes d'aide spéciale et de réduction des coûts** comprennent les subventions et les contributions versées dans le cadre de programmes spéciaux tels que le Programme de paiements pour les producteurs de céréales et d'oléagineux (PPPCO), les programmes d'aide aux producteurs touchés par la crise liée à l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) et aux sinistrés des inondations ainsi que ceux d'ajustement et de transition. On y trouve aussi les subventions

visant à réduire les coûts de production comme l'aide à l'insémination artificielle et à la location des terres. Les programmes de réduction des coûts compris dans les catégories subséquentes, par exemple les subventions pour rabais d'intérêt, n'en font pas partie.

- **Le programme d'assurance-récolte/production** comprend les primes que les gouvernements versent aux fonds reliés à ce programme.
- **L'aide au financement** comprend la Loi sur les programmes de commercialisation agricole (LPCA) qui est composé du Programme de paiement anticipé (PPA) et du Programme de mise en commun des prix (PMCP). Elle comprend aussi la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative (LPAACFC) et les programmes de rabais d'intérêt. Elle comprend également des provisions pour créances douteuses et des provisions pour pertes probables sur les garanties de prêts consenties par le gouvernement.
- **Les programmes d'entreposage et de transport** comprennent les subventions et les contributions versées dans le cadre de programmes d'aide au transport.
- **Les programmes sociaux et de main-d'œuvre** comprennent les subventions et les contributions versées aux organisations communautaires ainsi que celles versées pour la formation générale, par exemple, le soutien à la main-d'œuvre agricole.
- **Les programmes de recherche** se limitent aux subventions et aux contributions pour les activités de recherche, y compris la recherche visant à améliorer la qualité des produits. Sont toutefois exclus les frais administratifs, par exemple, les salaires des chercheurs. Voir le tableau C.3 pour de plus amples renseignements pour les dépenses consacrées à la recherche et à l'inspection.
- **Les programmes d'inspection des aliments** se limitent aux subventions et aux contributions versées pour la santé animale, les services vétérinaires, les mises à l'essai de produits, la lutte contre les maladies et les ravageurs et la qualité des aliments. Sont toutefois exclus les frais administratifs, par exemple, les salaires

des inspecteurs. Voir le tableau C.3 pour de plus amples renseignements sur les dépenses pour la recherche et l'inspection.

- **Les programmes d'aide alimentaire et de développement international** comprennent les subventions et les contributions versées à cet égard à des organismes agricoles internationaux. Les projets de développement international qui sont considérés sont ceux portant sur l'agriculture, la transformation agricole ainsi que sur l'alimentation. Les remises de dettes des pays en développement contractées par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) font aussi partie de cette catégorie. Cette remise de dette est constituée de prêts ou de lignes de crédit octroyés dans le but de développer l'agriculture et l'agroalimentaire dans ces pays. Elle est maintenant intégrée à la liste de dépenses fédérales depuis 1990-1991.
- **Les programmes de commercialisation et de marketing** comprennent les subventions versées pour des activités liées à la promotion de produits, et au développement de produits et de marchés. Ils tiennent compte aussi des réductions du service de la dette et des réductions de dettes contractées auprès de la Commission canadienne du blé (CCB) suite à l'accord conclu avec le Club de Paris. Les paiements de réduction de dette à la CCB sont maintenant intégrés aux dépenses fédérales depuis 1991-1992. Cette catégorie n'inclut pas les paiements effectués à la Société pour l'expansion des exportations (SEE) en vertu de l'accord conclu avec le Club de Paris, puisque ces derniers ne sont pas des paiements de dette à caractère agricole.
- **Les programmes de développement rural et régional** comprennent les subventions et les contributions versées pour les projets d'irrigation, les pâturages collectifs ainsi que les projets d'ententes fédérales-provinciales sur le développement général.
- **Les programmes d'environnement** comprennent les subventions et les contributions pour les activités liées à la conservation des ressources agricoles et de la faune, et les dépenses ayant trait à l'approvisionnement en eau.
- **Les programmes d'enseignement** comprennent les subventions versées aux établissements d'enseignement agricole.

- **Les programmes de vulgarisation** comprennent les subventions et les contributions versées pour des activités liées à la diffusion d'information, à la formation et à l'offre de services aux agriculteurs telles que celles destinées au Conseil canadien des 4-H et à la gestion des surplus de fumier. Les frais administratifs, tels que les salaires des employés du gouvernement qui travaillent à la vulgarisation, sont toutefois exclus puisqu'ils font partie des dépenses de fonctionnement.

Les dépenses fiscales : les dépenses fiscales provinciales incluent les rabais et exemptions sur la taxe des carburants ainsi que les rabais sur la taxe foncière. Les taxes de vente et les impôts sur le revenu ne sont pas inclus dans les estimations fédérales ni provinciales.

Les recouvrements incluent les droits payés par les utilisateurs pour des services, les licences et les permis, les locations et les crédits-bails, les ventes et les redevances, les ventes de terrains, les transferts d'un ordre de gouvernement à un autre, le remboursement des dépenses d'exercices précédents et les recouvrements d'exercices précédents, y compris la part des gouvernements au titre des surplus de programmes, et les autres recouvrements divers. Ces recouvrements sont imputés aux dépenses de programme ou aux dépenses totales afin d'estimer la valeur nette des dépenses. Les remboursements de prêts et d'avances et les revenus de placement ne sont pas inclus dans les recouvrements.

Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire

Les dépenses de fonctionnement pour la recherche comprennent, en grande partie, les salaires des chercheurs ainsi que les dépenses liées au fonctionnement quotidien des directions et des centres de recherche servant, par exemple, à améliorer les technologies de production et les caractéristiques des produits afin de soutenir un secteur agroalimentaire concurrentiel.

Les dépenses de fonctionnement pour l'inspection et la réglementation des produits agricoles comprennent les dépenses liées au fonctionnement quotidien des directions et des centres d'inspection et de contrôle, à l'entretien et à la coordination des installations réseaux et, en grande partie, aux salaires des inspecteurs

affectés à la prévention, à la vérification et à la certification des produits agroalimentaires du commerce.

Les dépenses en capital consacrées à la recherche incluent les dépenses effectuées pour l'acquisition de biens immobiliers comme les centres de recherche, l'ameublement et le gros équipement, ainsi que les charges d'amortissement.

Les dépenses en capital consacrées à l'inspection et à la réglementation incluent les dépenses effectuées pour l'acquisition de biens immobiliers comme les établissements d'inspection, l'ameublement et le gros équipement, ainsi que les charges d'amortissement.

Les dépenses attribuables à des programmes de recherche comprennent les subventions et les contributions versées aux universités, aux organismes scientifiques et aux particuliers pour le développement scientifique et technologique du secteur. Elles comprennent également les dépenses liées au Programme de partage des frais pour l'investissement.

Les dépenses reliées aux programmes d'inspection comprennent les subventions, les contributions et les indemnités prévues pour la perte de plantes et d'animaux telles que celles versées en vertu de la Loi sur la santé des animaux et de la Loi sur la protection des végétaux.

Les données du PIB en dollars de 1997 proviennent du Conference Board du Canada. Ces données correspondent au PIB aux prix de base de Statistique Canada. Ils sont convertis en dollars courants au moyen de l'indice déflateur du PIB (indice implicite de prix) provenant également du Conference Board du Canada. Les données du PIB sont fournies sur une base trimestrielle et sont regroupées en années financières.

Les données du PIB total portent sur tous les secteurs d'activité de l'économie canadienne et sont disponibles pour toutes les provinces et l'ensemble du Canada. Les données du PIB agricole comprennent toutes les industries agricoles et de services connexes. Les données du PIB alimentaire comprennent toutes les industries des aliments faisant partie des industries manufacturières. Les données du PIB des boissons comprennent toutes les industries des boissons faisant partie des industries manufacturières; ces PIB ne sont disponibles que pour le Québec, l'Ontario et l'Alberta en raison de leur caractère confidentiel. Le PIB agroalimentaire est la somme des PIB agricole, alimentaire et des boissons. Il n'inclut pas des secteurs tels que ceux du transport et de l'entreposage, et du commerce de gros et de détail.

Le total canadien inclut, au niveau fédéral, les montants pour les provinces ainsi que pour le Yukon, le Nunavut et les territoires du Nord-Ouest.

Tableau C.4 et Graphique C.3 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage des PIB agricole et agroalimentaire et Tableau C.5 : PIB total et dépenses publiques totales

Le produit intérieur brut, ou PIB, correspond à la valeur totale, sans double compte, des biens et des services produits dans un pays ou une région au cours d'une période donnée.



SECTION D

Estimations du soutien à l'agriculture

Tableau D.1 : Estimation du soutien à l'agriculture, Canada, 2005-2007

	2005	2006	2007 Préliminaire
	- millions de \$ -		
Valeur totale de la production (à la sortie de l'exploitation)	31 516	32 463	36 401
dont part de produits SPM ¹ (%)	75	75	76
Valeur totale de la consommation (à la sortie de l'exploitation)	22 906	24 569	26 945
Estimation du soutien aux producteurs (ESP)	7 873	8 213	7 521
Soutien des prix du marché	3 562	4 427	3 109
Paielements au titre de la production	0	0	0
Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	589	672	636
Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev ² courants, production requise	1 871	2 069	2 054
Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	133	627
Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	1 735	880	1 056
Paielements selon des critères non liés à des produits de base	71	5	0
Paielements divers	45	28	40
ESP en pourcentage	22	23	18
Coefficient nominal de protection des producteurs (CNP des producteurs)	1,13	1,16	1,09
Coefficient nominal de soutien aux producteurs (CNS aux producteurs)	1,28	1,29	1,23
Estimation du soutien aux services d'intérêt général	3 099	2 757	2 950
Recherche et développement	498	447	470
Établissements d'enseignement agricole	274	259	236
Services d'inspection	741	811	981
Infrastructures	481	557	640
Commercialisation et promotion	1 104	682	623
Stockage public	0	0	0
Divers	0	0	0
Estimation du soutien aux consommateurs (ESC)	(3 554)	(4 428)	(3 086)
Transferts des consommateurs aux producteurs	(3 554)	(4 416)	(3 081)
Autres transferts des consommateurs	0	(12)	(6)
Transferts des contribuables aux consommateurs	0	0	0
Surcoût de l'alimentation animale	0	0	0
ESC en pourcentage	(16)	(18)	(11)
Coefficient nominal de protection des consommateurs (CNP des consommateurs)	1,18	1,22	1,13
Coefficient nominal de soutien aux consommateurs (CNS aux consommateurs)	1,18	1,22	1,13
Estimation du soutien total (EST)	10 972	10 970	10 471
Transferts des consommateurs	3 554	4 428	3 086
Transferts des contribuables	7 418	6 555	7 390
Recettes budgétaires	0	(12)	(6)

Source : OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama 2008.

¹ Les produits SPM pour le Canada sont : le blé, le maïs, les autres céréales, les graines oléagineuses, le lait, la viande bovine, la viande porcine, la volaille et les oeufs.² S (Superficie cultivée), Na (nombre d'animaux), Rec (recettes), Rev (revenus agricoles).

Tableau D.2 : Estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2005-2007

	2005	2006	2007 Préliminaire
	ESP en pourcentage (% de recettes agricoles brutes)		
Australie	4	6	6
Canada	22	23	18
Union européenne ¹	32	31	26
Japon	54	51	45
Mexique	13	15	14
Nouvelle-Zélande	1	1	1
États-Unis	15	11	10
OCDE	28	26	23

Source : OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama 2008.

¹ UE25 pour 2005 et 2006, UE27 pour 2007.

	2005	2006	2007 Préliminaire
	ESP Total (millions de \$US)		
Australie	1 372	1 506	1 872
Canada	6 497	7 240	7 001
Union européenne ¹	130 824	130 622	134 318
Japon	44 576	39 239	35 230
Mexique	4 960	6 136	6 053
Nouvelle-Zélande	138	96	82
États-Unis	41 024	30 860	32 663
OCDE	272 076	257 287	258 236

Source : OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama 2008.

¹ UE25 pour 2005 et 2006, UE27 pour 2007.

Tableau D.3 : Composition de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2005-2007

		2005	2006	2007 Préliminaire
		(en pourcentage de l'ESP total)		
Australie	Soutien au titre de la production des produits de base	5	0	0
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	49	60	44
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev ¹ courants, production requise	2	2	3
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	43	38	53
	Paielements selon des critères non liés à des produits de base	0	0	0
	Paielements divers	0	0	0
Canada	Soutien au titre de la production des produits de base	45	54	41
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	7	8	8
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	24	25	27
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	2	8
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	22	11	14
	Paielements selon des critères non liés à des produits de base	1	0	0
	Paielements divers	1	0	1
Union européenne²	Soutien au titre de la production des produits de base	51	42	37
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	10	11	12
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	23	17	17
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	15	30	33
	Paielements selon des critères non liés à des produits de base	1	2	1
	Paielements divers	0	0	0
Japon	Soutien au titre de la production des produits de base	93	93	89
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	3	3	4
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	1	1	0
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	3	4	6
	Paielements selon des critères non liés à des produits de base	0	0	0
	Paielements divers	0	0	0
Mexique	Soutien au titre de la production des produits de base	37	43	30
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	35	33	41
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	1	2	4
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	4	3	6
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	23	18	19
	Paielements selon des critères non liés à des produits de base	0	0	0
	Paielements divers	0	0	0
Nouvelle-Zélande	Soutien au titre de la production des produits de base	51	57	46
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	27	38	54
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	22	5	0
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	0	0	0
	Paielements selon des critères non liés à des produits de base	0	0	0
	Paielements divers	0	0	0

Source : OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama 2008.

¹ S (Superficie cultivée), Na (nombre d'animaux), Rec (recettes), Rev (revenus agricoles).² UE25 pour 2005 et 2006, UE27 pour 2007.

Tableau D.3 : Composition de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2005-2007 (suite)

		2005	2006	2007 Préliminaire
		(en pourcentage de l'ESP total)		
États-Unis	Soutien au titre de la production des produits de base	35	26	38
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	23	31	28
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	9	11	6
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	27	25	22
	Paielements selon des critères non liés à des produits de base	5	8	7
	Paielements divers	0	0	0
OCDE	Soutien au titre de la production des produits de base	60	54	51
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	10	11	13
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	14	11	11
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	1
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	14	21	23
	Paielements selon des critères non liés à des produits de base	1	2	1
	Paielements divers	0	0	0

Source : OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama 2008.

¹ S (Superficie cultivée), Na (nombre d'animaux), Rec (recettes), Rev (revenus agricoles).

² UE25 pour 2005 et 2006, UE27 pour 2007.

Tableau D.4 : Transferts au titre d'un seul produit (TSP en pourcentage)¹ pour certains pays de l'OCDE, 2005 à 2007

	Blé			Maïs			Autres céréales			Graines oléagineuses			Lait		
	2005	2006	2007p	2005	2006	2007p	2005	2006	2007p	2005	2006	2007p	2005	2006	2007p
Australie	0	0	0	n.c.	n.c.	n.c.	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Canada	1,8	0,8	1,6	6,8	8,7	8,3	4,3	3,3	3,2	2,3	0,5	3	1,4	1,6	3,8
Union européenne ²	4,1	1	0,6	16	9,8	17,1	2,4	0	0	0,1	0	0	0,1	0	0
Japon	82,5	78,2	38,7	n.c.	n.c.	n.c.	75,8	72,1	33,6	n.c.	n.c.	n.c.	68,9	52,3	16,8
Mexique	10,2	12,9	13,2	8,8	9,5	3	7,4	7,2	2,7	n.c.	n.c.	n.c.	14,8	30	11,1
Nouvelle-Zélande	0	0	0	0	0	0	0	0	0	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
États-Unis	1,7	6,6	3,8	16,7	0,4	-0,7	12,2	6,6	0,5	n.c.	n.c.	n.c.	-0,5	-0,4	0,3
OCDE	10	8	5	16	4	3	11	6	1	2	1	1	3	2	1

	Viande bovine			Viande porcine			Lait			Volaille			Oeufs		
	2005	2006	2007p	2005	2006	2007p	2005	2006	2007p	2005	2006	2007p	2005	2006	2007p
Australie	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0
Canada	2,6	2,2	2,6	0,7	0,6	1,3	48,9	58,8	37,4	2,1	9,8	8,2	34,2	36,5	45,1
Union européenne	59,1	49,7	44,5	15,9	12,2	15,6	23,3	19,6	0	38,1	39,1	45,8	-1	-0,6	-1,4
Japon	28,2	27,9	28	61,8	61,8	61,3	58	54,2	39,5	10,5	10,5	10,5	14,6	14,6	14,6
Mexique	7,9	6,0	11,1	0,5	2,8	2,3	1,2	15	0	4,5	9,4	7,1	0	-0,1	0,6
Nouvelle-Zélande	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11,8	13,4	8,5	32,2	16,4	9,4
États-Unis	0	0	0	0	0	0	18	16,6	22,7	0	0	0	0	0	0
OCDE	26	22	20	16	15	16	25	23	11	14	15	17	6	5	5

Source : OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama 2008.

p : préliminaire

n.c. non calculé

¹ Pourcentage de la valeur de production ajustée du produit.² UE25 pour 2005 et 2006, UE27 pour 2007.**Tableau D.5 : Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) pour certains pays de l'OCDE, 2005-2007**

	2005	2006	2007 Préliminaire
	part de l'ESSG dans le soutien total à l'agriculture (%)		
Australie	39	36	35
Canada	28	25	28
Union européenne ¹	10	11	11
Japon	18	18	22
Mexique	14	11	14
Nouvelle-Zélande	54	64	71
États-Unis	38	43	42
OCDE	20	21	21

Source : OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama 2008.

¹ UE25 pour 2005 et 2006, UE27 pour 2007.

Tableau D.6 : Composition de l'estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) pour certains pays de l'OCDE, 2005-2007

		2005	2006	2007 Préliminaire
		(en pourcentage de l'ESSG total)		
Australie	Recherche et développement	59	58	54
	Établissements d'enseignement agricole	0	0	0
	Services d'inspection	13	14	13
	Infrastructures	25	25	32
	Commercialisation et promotion	1	2	1
	Stockage public	0	0	0
	Divers	2	2	0
Canada	Recherche et développement	16	16	16
	Établissements d'enseignement agricole	9	9	8
	Services d'inspection	24	29	33
	Infrastructures	16	20	22
	Commercialisation et promotion	36	25	21
	Stockage public	0	0	0
	Divers	0	0	0
Union européenne	Recherche et développement	15	15	17
	Établissements d'enseignement agricole	10	7	9
	Services d'inspection	7	5	6
	Infrastructures	40	47	40
	Commercialisation et promotion	22	23	26
	Stockage public	6	2	1
	Divers	1	0	0
Japon	Recherche et développement	9	10	8
	Établissements d'enseignement agricole	1	0	3
	Services d'inspection	1	1	1
	Infrastructures	84	85	83
	Commercialisation et promotion	2	2	2
	Stockage public	2	2	2
	Divers	0	0	2
Mexique	Recherche et développement	18	20	17
	Établissements d'enseignement agricole	23	29	26
	Services d'inspection	24	26	21
	Infrastructures	21	9	13
	Commercialisation et promotion	13	16	22
	Stockage public	0	0	0
	Divers	1	1	0

Source : OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama 2008.

¹ UE25 pour 2005 et 2006, UE27 pour 2007.

Tableau D.6 : Composition de l'estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) pour certains pays de l'OCDE, 2005-2007 (suite)

		2005	2006	2007 Préliminaire
		(en pourcentage de l'ESSG total)		
Nouvelle-Zélande	Recherche et développement	37	33	34
	Établissements d'enseignement agricole	9	9	9
	Services d'inspection	30	30	28
	Infrastructures	24	28	29
	Commercialisation et promotion	0	0	0
	Stockage public	0	0	0
	Divers	0	0	0
États-Unis	Recherche et développement	4	4	6
	Établissements d'enseignement agricole	0	0	0
	Services d'inspection	2	2	2
	Infrastructures	14	13	10
	Commercialisation et promotion	74	75	77
	Stockage public	0	0	0
	Divers	5	5	5
OCDE	Recherche et développement	9	9	10
	Établissements d'enseignement agricole	3	2	3
	Services d'inspection	4	4	4
	Infrastructures	30	29	29
	Commercialisation et promotion	48	50	49
	Stockage public	2	2	2
	Divers	3	3	3

Source : OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama 2008.

¹ UE25 pour 2005 et 2006, UE27 pour 2007.

Tableau D.7 : Estimation du soutien aux consommateurs (ESC) pour certains pays de l'OCDE, 2005-2007

	2005	2006	2007 Préliminaire
	ESC en pourcentage (%) ¹		
Australie	-2	-2	-2
Canada	-16	-18	-11
Union européenne ²	-16	-14	-10
Japon	-52	-48	-40
Mexique	-5	-6	-5
Nouvelle-Zélande	-3	-3	-2
États-Unis	8	10	5
OCDE	-17	-15	-12

Source : OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama 2008.

¹ ESC en pourcentage: proportion de la valeur des dépenses consacrées à la consommation de produits agricoles produits à l'intérieur du pays (ESC) dans la valeur de la consommation totale moins le soutien budgétaire aux consommateurs.

² UE25 pour 2005 et 2006, UE27 pour 2007.

Tableau D.8 : Estimation du soutien total (EST) à l'agriculture pour certains pays de l'OCDE, 2005-2007

	2005	2006	2007 Préliminaire
	EST en pourcentage du PIB (%)		
Australie	0,28	0,27	0,30
Canada	0,80	0,76	0,68
Union européenne ¹	1,11	1,04	0,91
Japon	1,19	1,09	1,04
Mexique	0,78	0,85	0,82
Nouvelle-Zélande	0,28	0,26	0,22
États-Unis	0,85	0,75	0,73
OCDE	1,05	0,97	0,89

Source : OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama 2008.

¹ UE25 pour 2005 et 2006, UE27 pour 2007.

Méthodologie des indicateurs de soutien de l'OCDE

Depuis 1986, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) mesure l'aide à l'agriculture en utilisant plusieurs indicateurs de transfert. Le plus important et le plus fondamental de ces indicateurs est l'Estimation du soutien aux producteurs (ESP). Ces résultats obtenus représentent la seule source disponible d'information transparente et comparable à l'échelle mondiale.

L'ESP est une mesure de l'ampleur et du type de transferts. L'ESP classe par catégories les différents types de transfert de manière à faciliter l'analyse des politiques et améliorer l'évaluation de la réforme des politiques. Puisque les mesures agricoles ont évolué, l'OCDE a décidé de réviser le système de classification de l'ESP pour mieux tenir compte des nouveaux types de mesures. L'OCDE a adopté d'importants changements à la classification des catégories de mesures générales de l'ESP, a changé la façon de mesurer le soutien par produits et a amélioré la présentation des indicateurs pertinents. Les catégories génériques identifient :

- Le fondement sur lequel repose le soutien: la production, les intrants, la superficie cultivée/ nombre d'animaux/recettes/revenu, critères non liés à des produits de base;
- Soutien fondé sur un niveau courant ou antérieur (fixe);
- Production requise ou facultative.

La ventilation de l'ESP totale ne sera plus effectuée par produit, mais entre quatre catégories reflétant la latitude donnée aux agriculteurs pour leurs décisions de production dans le cadre des différentes mesures:

- Transferts au titre d'un seul produit (TSP);
- Transferts au titre d'un groupe de produits (TGP);
- Transferts au titre de tous les produits (TTP);
- Autres transferts aux producteurs (ATP).

Définitions des catégories dans la classification des mesures de l'ESP

Soutien des prix du marché (SPM) : transferts des consommateurs et des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent de mesures créant un écart entre les prix sur le marché

intérieur et les prix à la frontière pour un produit agricole donné. Ainsi, le SPM prend la forme d'une augmentation du prix imposé par les producteurs et payé par les consommateurs. Le montant total de l'aide augmente à mesure que les volumes produits augmentent. Le SPM est la seule forme d'aide qui a un impact simultané sur la production et la consommation d'un produit. Le SPM est aussi disponible par produit.

Paiements au titre de la production : transferts des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent des mesures fondées sur le niveau effectif de la production d'un produit agricole donné.

Paiements au titre de l'utilisation d'intrants : transferts des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent des mesures fondées sur l'utilisation d'intrants à la ferme :

- Utilisation d'intrants variables - paiements réduisant les coûts à la ferme d'un intrant variable particulier ou d'un ensemble d'intrants variables.
- Formation de capital fixe - paiements réduisant le coût des investissements dans les bâtiments agricoles, les équipements, les plantations, l'irrigation, le drainage et l'amélioration du sol.
- Services à la ferme - paiements réduisant le coût de l'aide et de la formation dispensée aux agriculteurs individuels sur des questions techniques, comptables, commerciales, sanitaires et phytosanitaires.

Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise : transferts de contribuables aux producteurs agricoles qui découlent des mesures reposant sur le niveau effectif des superficies cultivées, du nombre d'animaux, des recettes et des revenus avec obligation de produire.

Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants - production requise : transferts de contribuables aux producteurs agricoles qui découlent des mesures reposant sur les superficies cultivées, le nombre d'animaux, les recettes et les revenus ne correspondant pas à la récolte en cours (c.-à-d. fondées sur un niveau antérieur ou fixe), avec obligation de produire sans spécification de produit.

Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants - production facultative : transferts des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent de mesures reposant sur les superficies, le nombre d'animaux, les recettes et les revenus ne correspondant pas à la période en cours (c.-à-d. fondées sur un niveau antérieur ou fixe). La production effective d'un produit donné n'étant pas obligatoire, mais facultative.

- Taux variables : le taux de paiement varie en fonction des prix des extrants ou des intrants courants.
- Taux fixes : les taux des paiements ne varient pas en fonction de ces paramètres.

Paiements selon des critères non liés aux produits : transferts des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent des mesures reposant sur :

- le retrait de ressources à long terme : transferts au titre du retrait à long terme de facteurs de production de produits de base. Les paiements de cette sous-catégorie se distinguent de ceux nécessitant le retrait des ressources à court terme, qui dépendent de critères relatifs à la production des produits de base.
- la production d'autres produits que les produits de base : transferts alloués pour l'utilisation de ressources agricoles destinées à la production de biens et services spécifiques autres que des produits de base. Ces transferts ne sont pas requis conformément à la réglementation en vigueur.
- d'autres critères non liés au produit de base : transferts accordés également à tous les agriculteurs, comme un taux uniforme ou un versement forfaitaire.

Paiements divers : transferts de contribuables aux agriculteurs et pour lesquels on ne dispose pas suffisamment de renseignements pour les répartir entre les catégories appropriées.

Définitions des indicateurs de soutien de l'OCDE

La classification des transferts totaux liés aux politiques agricoles (EST) regroupe les mesures gouvernementales dans trois grandes catégories: transferts aux producteurs (ESP), transferts aux consommateurs (ESC) et transferts aux services d'intérêt général pour l'agriculture (ESSG).

Estimation du soutien aux producteurs (ESP) : transferts des consommateurs et des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent de politique de soutien agricole, quels que soient leur nature, leurs objectifs et leurs incidences sur la production ou le revenu agricoles.

ESP exprimé en pourcentage : transferts pris en compte dans l'ESP en proportion de la valeur des recettes agricoles brutes (soutien compris)

Transferts au titre d'un seul produit (TSP) : transferts qui découlent des mesures liées à la production d'un seul produit, de sorte que le producteur doit produire le produit désigné pour recevoir le transfert. Les transferts découlent également de mesures plus larges qui prévoient des paiements précis par produit. L'indicateur TSP existe aussi par produit.

Transferts au titre d'un groupe de produits (TGP) : transferts qui découlent de mesures prévoyant des paiements sous réserve de la production d'un ou de plusieurs des produits figurant sur une liste désignée. En d'autres termes, un producteur peut produire un ensemble de produits figurant sur la liste des produits admissibles et recevoir un transfert qui ne variera pas en fonction de sa décision.

Transferts au titre de tous les produits (TTP) : transferts qui découlent de mesures qui n'imposent aucune restriction sur le produit agricole produit, mais exigeant du bénéficiaire la production d'un produit de son choix.

Autres transferts aux producteurs (ATP) : transferts effectués dans le cadre de mesures non assorties d'une quelconque obligation de production de produits de base.

Coefficient nominal de soutien aux producteurs (CNS aux producteurs) : rapport entre la valeur des recettes agricoles brutes, y compris le soutien, et les recettes agricoles brutes (à la ferme) évaluées au prix à la frontière (mesuré au départ de l'exploitation).

Coefficient nominal de protection des producteurs (CNP des producteurs) : rapport entre le prix moyen reçu par les producteurs (au départ de l'exploitation), y compris les paiements par tonne effectivement produite, et le prix à la frontière (mesuré au départ de l'exploitation). Le CNPP est également calculé par produit.

Estimations du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) : transferts aux services d'intérêt général au secteur agricole pris collectivement (comme la recherche et le développement, la formation, les services d'inspection, la commercialisation et la promotion), qui découlent de mesures de soutien à l'agriculture indépendamment de leur nature, leurs objectifs et leurs incidences sur la production agricole, le revenu agricole ou la consommation des produits agricoles.

Contrairement aux transferts ESP et ESC, ces transferts ne sont pas remis aux producteurs ou aux consommateurs individuellement et ils n'influent pas directement sur les recettes agricoles (revenu) ou les dépenses de consommation. Toutefois, ils peuvent avoir une incidence sur la production et la consommation de produits agricoles.

ESSG : part du soutien aux services d'intérêt général fournis à l'ensemble du secteur agricole dans le soutien total à l'agriculture (EST).

Estimation du soutien au consommateur (ESC) : transferts aux (des) consommateurs de produits agricoles, découlant de mesures qui soutiennent l'agriculture indépendamment de leur nature, leurs objectifs ou leurs incidences sur la consommation de produits agricoles.

L'ESC est composée des transferts explicites et implicites des consommateurs aux producteurs agricoles liés au soutien des prix du marché pour les produits agricoles produits et consommés au pays (transferts des consommateurs aux producteurs), de même que les transferts au budget et/ou aux importateurs pour la part de la consommation concernant les produits importés (autres transferts des consommateurs).

Cet indicateur est mesuré après déduction des transferts aux consommateurs destinés à compenser leur contribution au soutien des prix du marché d'un produit particulier (transferts des contribuables aux consommateurs), et la contribution des producteurs (en tant que consommateurs de produits végétaux d'origine intérieure) au soutien des prix du marché des produits utilisés comme aliments du bétail (coût supplémentaire pour l'alimentation animale).

Lorsque l'ESC est négative, elle indique les transferts des consommateurs et mesure la taxe implicite à la consommation liée aux politiques en faveur du secteur agricole. Bien que les dépenses

de consommation soient majorées/diminuées du montant de la taxe implicite ou des paiements, cet indicateur n'est pas en soi une estimation de leurs incidences sur les dépenses de consommation.

ESC en pourcentage : rapport entre la valeur totale des dépenses de consommation de produits produits localement et la valeur de la consommation totale, moins l'aide budgétaire aux consommateurs. Ce pourcentage mesure la taxe implicite (ou la subvention si l'ESC est positif) sur les consommateurs en tant que partie des dépenses de consommation à la production.

Coefficient nominal de soutien aux consommateurs (CNS aux consommateurs) : rapport entre la valeur des dépenses consacrées à la consommation de produits agricoles (au départ de l'exploitations) et leur valeur aux prix à la frontière.

Coefficient nominal de protection des consommateurs (CNP des consommateurs) : rapport entre le prix moyen payé par les consommateurs (au départ de l'exploitation) et le prix à la frontière (mesuré au départ de l'exploitation). Le CNP des consommateurs est également calculé par produit.

Estimation du soutien total (EST) : transferts des contribuables et des consommateurs qui découlent des mesures de soutien à l'agriculture, déduction faite des recettes budgétaires associées, peu importe leurs objectifs et leurs incidences sur la production agricole et le revenu, ou la consommation de produits agricoles.

L'estimation du soutien total représente la somme des transferts suivants :

- 1) Transferts bruts explicites et implicites des consommateurs de produits agricoles aux producteurs agricoles, déduction faite des contributions financières des producteurs (qui apparaissent dans le SPM et l'ESC);
- 2) Transferts bruts des contribuables aux producteurs agricoles (dans l'ESP);
- 3) Transferts bruts des contribuables aux services d'intérêt général pour l'agriculture (ESSG);
- 4) Transferts bruts des contribuables aux consommateurs de produits agricoles (dans l'ESC).

Étant donné que les transferts des consommateurs aux producteurs sont inclus dans le SPM, l'EST représente également la somme de l'ESP, l'ESSG et les transferts des contribuables aux

consommateurs (dans l'ESC). L'EST mesure le coût global du soutien à l'agriculture financé par les consommateurs (transferts des consommateurs) et les contribuables (transferts des contribuables), déduction faite des revenus d'importation (revenus budgétaires).

L'EST en pourcentage : partie du soutien total à l'agriculture du produit intérieur brut (PIB).

Traitement des taxes et des prélèvements

Telles qu'elles sont définies, l'ESP et l'ESC sont calculées déduction faite des contributions des producteurs au financement des mesures de soutien à leur faveur. De même, les recettes provenant des taxes et prélèvements à la production destinés à financer une mesure donnée sont déduites elles aussi du montant total du paiement attribué aux producteurs conformément à cette mesure.

Le cas du soutien négatif

La notion d'ESP « brute » permet d'envisager les cas où le soutien est négatif, par exemple lorsque des mesures stratégiques agricoles taxent par rapport à ce qui se passerait en l'absence de telles mesures - c.-à-d. lorsque seulement des mesures économiques générales sont appliquées. L'exemple type du soutien négatif est une taxe à l'exportation ou toute autre mesure agricole décourageant les exportations et se traduisant par un prix intérieur inférieur au prix mondial.

Signification et interprétation des principaux indicateurs

Estimation du soutien aux producteurs (ESP) et coefficient nominal de soutien aux producteurs (CNS aux producteurs)

L'ESP est une mesure statique de soutien offerte aux producteurs agricoles au cours d'une période donnée (p. ex. une année ou une campagne) et qui est définie par des conditions macroéconomiques globales et des politiques économiques générales.

Par exemple, le soutien à l'agriculture serait nul si seulement des politiques économiques générales étaient en vigueur et qu'aucune politique spécifique ne viendrait modifier la transmission des conditions macroéconomiques générales au secteur agricole. Dans de telle situation, le total des recettes agricoles courantes serait obtenu entièrement sur le marché en l'absence de transferts aux agriculteurs liés aux politiques. Il s'agit là d'un cas extrême.

Ainsi, un pourcentage de 60 p. 100 de l'ESP, par exemple, représente la portion des transferts aux producteurs agricoles par rapport à la valeur totale des recettes agricoles brutes (mesurées par l'ESP), ou la partie des recettes agricoles brutes découlant des politiques. Ainsi, 40 p. 100 des recettes agricoles brutes sont obtenues sur le marché en l'absence de toute forme d'aide.

Lorsque le coefficient d'aide nationale aux producteurs est égal à un, cela signifie que les recettes agricoles brutes sont obtenues entièrement sur le marché, sans aucune aide budgétaire. Par conséquent, plus le coefficient d'aide nominale aux producteurs est élevé, plus la part des recettes agricoles brutes obtenues sur le marché est petite. Par exemple, un CNS aux producteurs de 2,50 indique que la valeur des recettes agricoles brutes correspond à deux fois et demi ce qu'elles devraient être si les recettes étaient obtenues entièrement aux prix du marché mondial, en l'absence du soutien d'une politique.

Estimation du soutien aux consommateurs (ESC) et coefficient nominal de soutien aux consommateurs (CNS aux consommateurs)

Un pourcentage de -60 p. 100 de l'ESC signifie que 60 p. 100 des dépenses de consommation totales en produits agricoles représente un transfert des consommateurs aux producteurs, ou la partie des dépenses de consommation créée par les politiques.

Lorsque le CNS aux consommateurs est égal à un, cela signifie que les dépenses de consommation totales en produits agricoles sont au prix du marché, sans aide aux producteurs et consommateurs. Par conséquent, plus le CNS aux consommateurs est élevé, moins la part des dépenses de consommation reflète le marché. Par exemple, un CNS aux consommateurs de 2,50 indique que les dépenses du consommateur sont deux fois et demi ce qu'elles devraient être si elles étaient entièrement guidées par les prix des marchés mondiaux, en l'absence d'aide budgétaire aux consommateurs.

Calcul du soutien des prix du marché (SPM)

Le soutien des prix du marché est calculé seulement lorsqu'il existe des politiques ayant des incidences sur la transmission des conditions macroéconomiques générales aux producteurs agricoles et créent un écart de prix s'accompagnant de transferts des consommateurs aux producteurs.

L'ESSG et l'EST en pourcentages

L'ESSG en pourcentage mesure la part des transferts aux services d'intérêt général pour l'agriculture dans le soutien total à l'agriculture (EST), et ainsi elle indique le pourcentage relatif des transferts qui font partie de l'EST et de l'ESSG dans chaque pays.

Toute autre chose étant égale, plus le pourcentage de l'ESSG est faible, plus la part des transferts ESP est élevée dans le cadre du soutien total à l'agriculture, et plus les répercussions associées à la production et aux échanges commerciaux sont importantes.

L'EST en pourcentage mesure la part de l'aide totale à l'agriculture à l'intérieur du PIB d'un pays ou la part du revenu national utilisé pour aider l'agriculture. Elle est tributaire de l'importance du secteur agricole dans l'économie.

Par conséquent, plus le pourcentage de l'EST est élevé, plus importante est la part de revenu national utilisé pour aider l'agriculture.